

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/11
15 février 1993

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Quarante-neuvième session
Point 3 de l'ordre du jour

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION

Rapport établi par M. Pedro Nikken, expert indépendant
pour El Salvador désigné par le Secrétaire général
conformément à la résolution 1992/62, du 3 mars 1992,
de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 22	4
I. SITUATION POLITIQUE GENERALE	23 - 41	8
II. EXAMEN DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME ..	42 - 112	13
A. Le droit à la vie	43 - 69	14
1. Les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires	43 - 58	14
2. Attentats	59 - 63	17
3. Menaces de mort	64 - 69	17
B. Disparitions forcées ou involontaires	70 - 73	18

TABLE DES MATIERES (suite)

		<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
II.	C.	Le droit de ne pas être soumis à la torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	74 - 80 19
(suite)	D.	Droit à la liberté	81 - 89 20
	1.	Détentions arbitraires ou illégales.	82 - 86 20
	2.	Recrutement forcé	87 et 88 22
	3.	Liberté de circulation	89 22
	E.	Garanties légales de la défense	90 - 101 22
	1.	Détention provisoire	93 et 94 23
	2.	Détention au secret	95 24
	3.	Droits de la défense	96 et 97 24
	4.	Enquête judiciaire à la suite d'un délit	98 et 99 24
	5.	Lenteurs de la justice	100 et 101 25
	F.	Liberté d'expression et liberté de la presse	102 - 104 26
	G.	Droits économiques, sociaux et culturels.	105 - 109 26
	H.	Droit international humanitaire	110 - 112 27
III.		APPLICATION DES ACCORDS DE PAIX ET EXERCICE EFFECTIF DES DROITS DE L'HOMME	113 - 220 28
	A.	Accords concernant les moyens permanents de protection des droits de l'homme	121 - 174 30
	1.	Le Procureur chargé de la défense des droits de l'homme	122 - 131 30
	2.	Police nationale civile	132 - 146 33
	3.	Système judiciaire	147 - 174 36

TABLE DES MATIERES (suite)

		<u>Paragrap</u> hes	<u>Page</u>
III. (suite)	B. Mesures spéciales en vue d'assurer le respect et la défense des droits de l'homme	175 - 187	43
	1. Mission de vérification des Nations Unies en matière de droits de l'homme	176 - 180	43
	2. La Commission de la vérité	181 - 187	44
	C. Accords relatifs aux forces armées	188 et 199	46
	D. Autres accords relatifs aux droits de l'homme	200 - 220	48
	1. Droits politiques	201 - 204	48
	2. Droits économiques, sociaux et culturels	205 - 220	49
IV.	APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES ..	221 - 251	53
	A. Recommandations contenues dans le rapport final du Représentant spécial	222 et 223	53
	B. Recommandations formulées par la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador	224 - 241	54
	C. Recommandations formulées par les commissions créées dans le cadre du processus de négociation	242 - 251	58
	1. Commission nationale pour le raffermissment de la paix	242 et 243	58
	2. Commission ad hoc	244 - 250	59
	3. Autres commissions	251	61
V.	CONCLUSIONS	252 - 268	61
	A. Situation des droits de l'homme dans le pays	253 - 258	62
	B. Incidence de la mise en oeuvre des accords de paix sur la jouissance effective des droits de l'homme	259 - 266	63
	C. Suite donnée aux recommandations antérieures	267 et 268	65
VI.	RECOMMANDATIONS	269 - 281	65

INTRODUCTION

1. La situation relative aux droits de l'homme en El Salvador figure à l'ordre du jour de la Commission des droits de l'homme depuis sa trente-septième session tenue en 1981. La Commission avait alors adopté la résolution 32 (XXXVII) du 11 mars 1981, dans laquelle elle priait son président de désigner, après consultation avec le Bureau, un représentant spécial de la Commission ayant pour mandat d'enquêter au sujet des rapports concernant les meurtres, les enlèvements, les disparitions, les actes de terrorisme et toutes les violations graves des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui avaient eu lieu en El Salvador, en se fondant sur les informations de toutes les sources pertinentes, et de faire des recommandations sur les mesures que pourrait prendre la Commission pour aider à assurer la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et notamment les droits économiques, sociaux et culturels. A l'issue des consultations avec le Bureau, le Président de la Commission de l'époque a désigné comme Représentant spécial de la Commission M. José Antonio Pastor Ridruejo, qui a soumis des rapports annuels à la Commission depuis sa trente-huitième session, tenue en 1982, jusqu'à sa quarante-huitième session, en 1992, en plus des rapports annuels qu'il a présentés à l'Assemblée générale.

2. Dans son dernier rapport à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1992/32), le Représentant spécial a jugé nécessaire - et ce, bien que le nombre de violations des droits de l'homme ait diminué en 1991 par rapport à 1990 - d'exhorter de nouveau, avec la plus grande insistance, le gouvernement et tous les pouvoirs, instances et forces politiques du pays, y compris des organisations de guérilla, à prendre sans délai toutes les mesures propres à mettre définitivement un terme aux atteintes à la vie, à l'intégrité et à la dignité des personnes. Il a de même invité avec la plus grande insistance les autorités constitutionnelles d'El Salvador et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) à appliquer scrupuleusement les accords conclus, afin de parvenir le plus rapidement possible à une réconciliation complète et durable de toutes les composantes de la société salvadorienne, et il a recommandé aussi aux deux parties de s'employer à inculquer aux secteurs sociaux les plus radicalisés une culture civique de paix et de concorde tendant à assurer le strict respect des accords (E/CN.4/1992/32, par. 140 et 141).

3. Aux autorités constitutionnelles de la République d'El Salvador, le Représentant spécial a recommandé plus précisément "d'adopter des mesures visant à empêcher toutes menaces et manoeuvres d'intimidation psychologique à l'encontre de certains secteurs de la population, de poursuivre la réforme judiciaire et la mise en place d'un service d'enquêtes pénales efficace, qui relève directement des pouvoirs judiciaires, et de poursuivre la réforme agraire et les autres réformes de structure nécessaires à l'amélioration des conditions de vie de la population". Enfin, le Représentant spécial a recommandé à tous les Etats de la communauté internationale, surtout aux Etats les plus riches et les plus développés, "de fournir plus généreusement l'aide nécessaire pour adoucir le sort et améliorer les conditions de vie des Salvadoriens déplacés, réfugiés ou réinstallés du fait des hostilités" (E/CN.4/1992/32, par. 142 et 143).

4. La Commission des droits de l'homme a examiné le rapport du Représentant spécial à sa quarante-huitième session. Le 3 mars 1992, elle a adopté, sans la mettre aux voix, la résolution 1992/62, dans laquelle elle a, entre autres dispositions, remercié le Représentant spécial pour son rapport final sur la situation des droits de l'homme en El Salvador et prié le Secrétaire général de désigner un expert indépendant chargé d'un nouveau mandat, à savoir prêter assistance au Gouvernement salvadorien en matière de droits de l'homme, examiner la situation des droits de l'homme dans ce pays et l'incidence que l'application des accords de paix aura sur l'exercice effectif des droits de l'homme et étudier la façon dont les deux parties mettent en application les recommandations contenues dans le rapport final du Représentant spécial et celles qui ont été formulées par la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador et les commissions créées dans le cadre du processus de négociation. Au paragraphe 12 de cette résolution, elle a demandé à l'expert indépendant de faire rapport sur les résultats de ses travaux à l'Assemblée générale lors de sa quarante-septième session et à la Commission des droits de l'homme lors de sa quarante-neuvième session.

5. Le Conseil économique et social a approuvé, dans sa décision 1992/237 du 20 juillet 1992, le mandat défini par la Commission des droits de l'homme.

6. En application du paragraphe 11 de la résolution 1992/62 de la Commission des droits de l'homme, le Secrétaire général a désigné M. Pedro Nikken comme expert indépendant chargé de s'acquitter du mandat défini dans cette résolution.

7. Depuis le 16 septembre 1991, l'Assemblée générale a en outre examiné cinq rapports présentés par le Directeur de la Division des droits de l'homme de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL), créée conformément à la résolution 693 (1991) du Conseil de sécurité, en date du 20 mai 1991. La Division des droits de l'homme a pour mandat spécifique de vérifier l'application de l'Accord relatif aux droits de l'homme signé le 26 juillet 1990 à San José (Costa Rica) par le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) (A/44/971-S/21541, annexe). Le premier rapport du Directeur de la Division des droits de l'homme (A/45/1055-S/23037, annexe), établi au cours de la phase préparatoire de la Mission, a jeté les bases des rapports futurs en définissant le cadre juridico-politique de la vérification à partir d'une analyse de l'Accord de San José.

8. Le deuxième rapport du Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL (A/44/658-S/13222, annexe) contient une analyse plus précise de l'état actuel des choses, à partir de l'étude de situations relatives aux droits de l'homme liées ou non au conflit, qui méritaient de retenir particulièrement l'attention et pouvaient justifier l'adoption de premières recommandations. Le cessez-le-feu à caractère non officiel, qui est en vigueur depuis le 16 janvier 1992, a permis à la Division des droits de l'homme de mener ses activités dans les conditions initialement prévues dans l'Accord de San José et, dans son troisième rapport (A/46/876-S/23580, annexe), elle a donc réitéré les recommandations contenues dans son précédent rapport et elle en a formulé de nouvelles.

9. Le quatrième rapport du Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL (A/46/955-S/24066, annexe) porte sur la période allant du 1er janvier au 30 avril 1992 et rend compte d'un changement important intervenu dans les activités de la Division du fait de la signature de l'Accord de paix le 16 janvier 1992 (A/46/864-S/23501, annexe) et de la cessation des hostilités. La Division a réitéré les recommandations contenues dans ses deuxième et troisième rapports et en a formulé de nouvelles, en se fondant sur les cas et les situations qu'elle a dû examiner.

10. Le cinquième rapport du Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL (A/46/955-S/24375, annexe), qui porte sur la période allant du 1er mai au 30 juin 1992, contient aussi de nouvelles recommandations.

11. Le chef de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador pour sa part a fait un rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité (A/45/1055-S/23037, annexe) sur la constitution, le mandat et le déploiement de l'ONUSAL. Dans son deuxième rapport il a évoqué les conditions dans lesquelles la Mission a exercé ses activités au début du fait qu'elle avait commencé à fonctionner avant la cessation des hostilités, contrairement à ce que prévoyait l'Accord de San José.

12. Le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité des activités entreprises par l'ONUSAL depuis l'entrée en vigueur, le 1er février 1992, de l'accord de cessez-le-feu (S/23999). Il a notamment décrit les tâches de vérification de la cessation des combats, la composition et les fonctions de la Division militaire de l'ONUSAL, les réformes constitutionnelles intéressant les forces armées, la réinsertion des anciens militants du FMLN, l'institution de la police nationale civile, la réforme des systèmes judiciaire et électoral, la reconstitution de l'administration publique dans les zones de conflit et les questions économiques et sociales, par exemple la réforme agraire, le plan de redressement national et le forum de concertation économique et sociale.

13. Dans une lettre en date du 19 octobre 1992 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/24688), le Secrétaire général a indiqué que des progrès importants avaient été réalisés dans l'application des accords de paix même si le calendrier convenu avait subi quelques retards. Le Secrétaire général précisait que le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) avaient tous deux accepté sa proposition concernant la question agraire et s'étaient engagés à travailler de concert pour l'appliquer dès que possible. Il faisait valoir qu'il s'était attaché à résoudre en premier lieu le problème des terres, considérant qu'il s'agissait là de l'obstacle le plus important à l'application des accords de paix dans les délais fixés. Il évoquait aussi le retard intervenu dans le déploiement des premières unités de la nouvelle police nationale civile ainsi que les préoccupations suscitées par les allégations selon lesquelles des quantités importantes d'armes détenues par le FMLN n'auraient pas figuré sur les inventaires qui avaient été présentés à l'ONUSAL au début du cessez-le-feu.

14. Dans des lettres datées du 29 octobre et du 11 novembre 1992 (S/24731 et S/24805), le Secrétaire général a informé le Président du Conseil de sécurité de certains obstacles qui avaient surgi dans l'application

du processus de paix en El Salvador et de la manière dont ils avaient été surmontés. Dans la lettre du 11 novembre 1992, le Secrétaire général donnait des informations sur les arrangements conclus entre le gouvernement et le FMLN pour mettre fin officiellement au conflit armé le 15 décembre 1992.

Il indiquait en particulier que le Président de la République avait accepté de mener à bien, selon un calendrier précis, l'application des recommandations de la Commission ad hoc désignée dans le cadre des accords pour l'épuration des forces armées.

15. Le 25 novembre 1992, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité un rapport sur les activités menées par la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador pendant la période allant de juillet à novembre 1992 (S/24833).

16. Le 9 janvier 1993, le Secrétaire général a adressé au Président du Conseil de sécurité une lettre pour l'informer des derniers événements relatifs à l'application des dispositions de l'Accord de paix touchant l'épuration des forces armées (S/25078; voir aussi par. 246).

17. Par une communication en date du 10 juillet 1992, l'expert indépendant a pris contact avec le Gouvernement salvadorien et l'a informé de son intention de se rendre dans le pays dans l'accomplissement de son mandat, en proposant les dates 27 septembre - 4 octobre 1992. Par une lettre datée du 21 juillet 1992, le Représentant permanent d'El Salvador auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a informé l'expert indépendant que son gouvernement acceptait les dates proposées.

18. L'expert indépendant a effectué sa première visite en El Salvador à la date prévue. Il a eu des entretiens avec le Président de la République, avec les présidents de l'Assemblée législative, de la Cour suprême de justice et du Tribunal électoral suprême, avec des ministres et autres hauts fonctionnaires compétents dans des domaines se rapportant à son mandat et avec la Commission nationale pour le raffermissement de la paix (COPAZ). Il a également rencontré l'archevêque de San Salvador, le provincial de la Société de Jésus et d'autres personnalités de l'Université centraméricaine José Simeón Cañas, ainsi que plus de 30 organisations non gouvernementales. Il a eu aussi des contacts officieux avec les dirigeants politiques, et il a eu, dans l'exercice de son mandat, des rencontres officielles avec le FMLN. La Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador et le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement lui ont fourni des informations et apporté leur soutien. En dehors de San Salvador, l'expert indépendant s'est rendu à El Mozote et à Perquín, où il a rencontré des responsables locaux et visité un point de rassemblement des militants du FMLN.

19. Pendant sa quarante-septième session, l'Assemblée générale a examiné le premier rapport sur la situation des droits de l'homme en El Salvador établi par l'expert indépendant (A/47/596), et a adopté la résolution 47/140 du 18 décembre 1992. Par cette résolution, adoptée par consensus, l'Assemblée générale a décidé notamment de féliciter l'expert indépendant pour son rapport et les membres de la Commission spéciale, de la Commission de la vérité et de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador pour leur action en faveur des droits de l'homme et du raffermissement de la paix en El Salvador.

L'Assemblée générale a fait siennes toutes les recommandations formulées par l'expert indépendant dans son rapport, notamment celles visant à renforcer le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, à créer et organiser la police nationale civile selon les modalités prévues dans les accords de paix et à effectuer les réformes convenues du système judiciaire. Elle a décidé aussi de maintenir à l'étude, à sa quarante-huitième session, la situation des droits de l'homme en El Salvador, eu égard à l'évolution des événements dans ce pays.

20. Dans une communication en date du 16 novembre 1992, l'expert indépendant a demandé au Gouvernement salvadorien l'autorisation d'effectuer un deuxième séjour dans le pays du 7 au 14 janvier 1993. Le Représentant permanent d'El Salvador auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a répondu dans une lettre datée du 10 décembre 1992 que son gouvernement acceptait les dates proposées.

21. Pendant son deuxième séjour en El Salvador, qui s'est déroulé aux dates prévues et conformément au programme qui avait été établi, l'expert indépendant a eu l'occasion de rencontrer une nouvelle fois le Président de la République, le président de la Cour suprême de justice, le président et les membres du tribunal suprême électoral, les ministres de la défense, de l'intérieur, de la justice et de la présidence, le vice-ministre des relations extérieures et le directeur général de la politique étrangère. Il a également rencontré le procureur général de la République, le procureur chargé de la défense des droits de l'homme, le directeur général des services de renseignement, le directeur général de la police civile nationale, le directeur général de l'Académie nationale de la sûreté publique et les membres de la Commission nationale pour le raffermissement de la paix (COPAZ). Il a également eu l'occasion de s'entretenir une nouvelle fois avec l'archevêque de San Salvador et de rencontrer des hauts responsables de l'Institut des droits de l'homme de l'Université centraméricaine José Simeón Cañas (IDHUCA) ainsi que d'autres membres des cadres de cette université, des responsables du Bureau de tutelle légale de l'archevêché, des directeurs et des membres du Centre d'études pour l'application du droit (CESPAD) et des représentants de l'organe de coordination des organisations non gouvernementales. Il a eu également des contacts informels avec des dirigeants de divers partis politiques, notamment du FMLN. Comme ils l'avaient déjà fait lors de sa première visite, l'ONUSAL et le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement lui ont fourni des informations et apporté leur soutien.

22. En application de la résolution 1992/62 de la Commission des droits de l'homme et de la décision 1992/237 du Conseil économique et social, l'expert indépendant a l'honneur de soumettre à la Commission le rapport ci-après.

I. SITUATION POLITIQUE GENERALE

23. L'expert indépendant a été désigné après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu destiné à mettre fin à un conflit qui durait depuis 10 ans et dont le coût humain et matériel était énorme. Le rétablissement de la paix a été le fruit de négociations qui se sont déroulées tout au long des années 1991 et 1992, sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Les Présidents du Costa Rica, du Nicaragua, du Honduras,

d'El Salvador et du Guatemala avaient sollicité l'intervention du Secrétaire général, et le Conseil de sécurité, par sa résolution 637 (1989) du 27 juillet 1989, a conféré au Secrétaire général un mandat de bons offices. Sur la demande du Président de la République et des commandants du Front Farabundo Martí de Liberación Nacional (FMLN), le Secrétaire général a accepté de servir d'intermédiaire dans ces négociations. Les négociations de paix se sont déroulées dans le cadre de l'Accord de Genève, signé dans cette ville le 4 avril 1990, en présence du Secrétaire général, par le Gouvernement d'El Salvador et le FMLN (communiqué de presse SG/SM/4426 du 4 avril 1990).

24. L'Accord de Genève établissait le cadre et les modalités des négociations. Celles-ci devaient avoir lieu soit directement, c'est-à-dire en présence du Secrétaire général, et avec la participation active de celui-ci ou de son représentant, soit indirectement, le Secrétaire général - ou son représentant - approchant séparément et alternativement chacune des parties. De même, l'Accord de Genève définissait les objectifs des négociations, à savoir : a) mettre fin au conflit armé par la voie politique dans les plus brefs délais possibles; b) promouvoir la démocratisation du pays; c) garantir le respect intégral des droits de l'homme; et d) réunifier la société salvadorienne. L'Accord de Genève donnait aux partis politiques et aux organisations sociales du pays la possibilité de participer au processus de négociation et reconnaissait l'utilité des contacts que le Secrétaire général déciderait d'établir avec des personnes et des entités salvadoriennes pouvant contribuer au succès du processus.

25. L'Accord de Genève prévoyait que les négociations se dérouleraient en deux étapes. L'objectif initial était de parvenir à des accords politiques en vue de mettre fin au conflit armé et à tout acte portant atteinte aux droits politiques de la population civile, ce qui devrait être vérifié par l'Organisation des Nations Unies. Cet objectif étant atteint, l'étape suivante consisterait à établir des garanties et les conditions nécessaires pour assurer la réinsertion des membres du FMLN, en pleine légalité, dans la vie civile, institutionnelle et politique du pays. Conformément à ces objectifs, l'ordre du jour des négociations, adopté à Caracas le 21 mai 1990, prévoyait que celles-ci se dérouleraient en deux étapes et devraient aboutir à des accords politiques sur les questions suivantes : les forces armées, les droits de l'homme, le système judiciaire, le système électoral, la réforme de la Constitution, les problèmes économiques et sociaux et la vérification des accords par l'Organisation des Nations Unies. Cela signifiait que, une fois atteint un premier ensemble d'accords sur toutes ces questions, on décréterait le cessez-le-feu, lequel serait vérifié par l'Organisation des Nations Unies, et l'on continuerait à négocier sur ces mêmes questions en vue de parvenir à un accord destiné à compléter le précédent et à mettre définitivement fin au conflit armé.

26. A partir de là, les négociations se sont poursuivies sans interruption selon les deux modalités prévues dans l'Accord de Genève. Le premier accord politique a été signé à San José (Costa Rica) le 26 juillet 1990. Aux termes de cet accord, les parties prenaient des engagements spécifiques en ce qui concerne le respect et la protection des droits de l'homme et définissaient les conditions dans lesquelles la Mission de vérification des Nations Unies en matière de droits de l'homme devrait exercer ses fonctions.

27. Le 27 avril 1991, les parties ont signé les Accords de Mexico, qui comprenaient des réformes constitutionnelles et d'autres questions qui ont été renvoyées aux organes législatifs compétents ainsi que des accords politiques, dont ceux portant création de la Commission de la vérité (voir plus loin, par. 181 à 187). Les réformes constitutionnelles avaient trait à diverses questions liées à la volonté concertée d'assurer la démocratisation du pays et un plus grand respect des droits de l'homme. C'est ainsi qu'a été décidée, en premier lieu, la réforme du statut constitutionnel des forces armées de manière à mettre davantage en relief la subordination de ces forces à la société civile, à transférer à la police nationale civile (PNC), nouvelle entité relevant des autorités civiles, les attributions des forces armées en matière de sécurité publique, et à redéfinir la justice militaire afin que celle-ci soit habilitée à connaître exclusivement des questions juridiques ayant un caractère strictement militaire. De même, il était créé un organisme de renseignement d'Etat, qui était placé sous l'autorité directe du Président de la République. S'agissant du système judiciaire et des droits de l'homme, des accords ont également été conclus, touchant notamment l'organisation de la Cour suprême de justice (voir plus loin, par. 147 et suiv.) et la création d'un poste de procureur chargé de la défense des droits de l'homme (voir plus loin, par. 122 à 131). En ce qui concerne le système électoral, il a été convenu de créer un tribunal électoral suprême, qui remplacerait l'ancien Conseil central des élections. D'autres décisions, portant sur ces mêmes questions, ont été renvoyées aux organes législatifs compétents ou devront faire l'objet des accords politiques futurs.

28. Dans les trois jours qui ont suivi la date de l'accord des parties, l'Assemblée législative a fait sienne la réforme constitutionnelle, qu'elle a ratifiée les 31 octobre 1991 et 30 janvier 1992 1/. En effet, l'Assemblée n'a pas ratifié la réforme en une seule fois; elle l'a divisée en deux parties, en en respectant la substance 2/.

29. Le 25 septembre 1991, les parties ont signé l'Accord de New York (A/46/502-S/23082, annexe). Cet accord porte création de la Commission nationale pour le raffermissement de la paix (COPAZ), qui sera composée de représentants des parties et des partis politiques et sera un mécanisme de contrôle et de participation de la société civile au programme de réformes résultant des négociations. La COPAZ sera habilitée à garantir et superviser la mise en application des accords de paix. L'Accord de New York portait également sur d'autres points de l'ordre du jour de Caracas et comportait un important changement en ce qui concerne le déroulement des négociations. Il a été en effet convenu d'adopter dorénavant une procédure de "Négociations unifiées", ce qui signifiait que tous les objectifs de l'Accord de Genève devraient être atteints et, par conséquent, que toutes les questions de fond inscrites à l'ordre du jour devraient être réglées, avant la cessation des affrontements armés.

30. Le 31 décembre 1991, les parties ont déclaré, dans l'Acte de New York, qu'elles étaient parvenues à des accords définitifs sur toutes les questions de fond inscrites à l'ordre du jour de Caracas et au programme des négociations unifiées, et que l'application de ces accords mettrait définitivement fin au conflit armé salvadorien. Elles ont également déclaré être parvenues à un accord sur tous les aspects techniques et militaires du

retrait des forces armées et du cessez-le-feu, y compris le démantèlement de l'organisation militaire du FMLN et la réinsertion de ses membres, dans la pleine légalité, à la vie civile, politique et institutionnelle du pays. Aux termes de l'Accord, le processus de cessation des affrontements armés commencerait officiellement le 1er février 1992 et s'achèverait le 31 octobre 1992, date à laquelle le démantèlement de l'appareil militaire du FMLN devrait être achevé. Dans les jours qui ont suivi la signature de l'Accord, les parties ont arrêté le calendrier d'exécution des accords et les modalités du processus de démantèlement de l'organisation militaire du FMLN. Le calendrier contenait des indications chronologiques très précises concernant l'exécution, entre le 1er février et le 31 octobre 1992, de chacun des accords conclus durant le processus de négociation, certains de ces accords devant être appliqués avant le cessez-le-feu, d'autres pendant toute la durée, à savoir neuf mois, du processus de cessation des affrontements, et d'autres encore lorsque le conflit aurait définitivement pris fin et l'appareil militaire du FMLN aurait été entièrement démantelé.

31. Le 16 janvier 1992, l'Accord de paix de Chapultepec (Mexique) a été signé par la Commission de négociation du gouvernement et les commandants du FMLN, et paraphé par le président Cristiani. La signature de l'Accord a eu lieu en présence des Présidents du Mexique, du Costa Rica, du Nicaragua, du Honduras, du Guatemala, du Panama, du Venezuela, de la Colombie et de l'Espagne et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit d'un texte détaillé et d'une portée très vaste qui comporte neuf sections comme suit : I. Forces armées; II. Police nationale civile; III. Système judiciaire; IV. Système électoral; V. Questions économiques et sociales; VI. Participation du FMLN à la vie politique; VII. Cessation des combats; VIII. Vérification par l'Organisation des Nations Unies; IX. Calendrier d'exécution.

32. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale (A/47/596), l'expert indépendant a indiqué que la cessation des hostilités avait commencé à la date prévue. Cet événement a été célébré dans l'ensemble du pays et accueilli par le peuple salvadorien avec un sentiment de joie et d'espoir. La période de cessez-le-feu s'est écoulée sans qu'aucun incident militaire soit signalé. Le présent rapport peut donc consigner un autre événement positif d'une portée extraordinaire : la guerre est finie et la paix est perçue comme un bien conquis de manière irréversible. C'est avec un léger retard sur la date prévue, dont les raisons sont exposées plus loin (voir par. 38), que s'est achevée, le 15 décembre 1992, la réintégration des anciens combattants du FMLN dans la vie civile, institutionnelle et politique du pays et qu'il a été mis fin officiellement au conflit armé. Le seul fait que les affrontements violents aient pris fin a créé un climat plus propice au respect de la dignité humaine.

33. Après avoir, pendant les derniers mois du conflit, fonctionné comme un groupe de travail temporaire soumis à un régime spécial, la Commission nationale pour le raffermissement de la paix (COPAZ) est entrée officiellement en activité dans les jours qui ont suivi la proclamation du cessez-le-feu. L'Assemblée législative a adopté la loi de réconciliation nationale le 23 janvier 1992. Le processus de légalisation du FMLN en tant que parti politique s'est achevé le 14 décembre 1992. Les membres du Commandement général du FMLN et les autres dirigeants du nouveau parti sont retournés normalement à San Salvador et dans les autres régions du pays.

34. D'après les renseignements recueillis par l'expert indépendant, les ressources mises à la disposition du pays dans le cadre de la coopération internationale n'ont pas atteint le niveau que laissaient espérer, d'une part, l'attention éveillée par le conflit au sein de la communauté internationale, et d'autre part, les efforts énergiques déployés par l'ONU, avec le soutien actif de nombreux gouvernements, pour négocier les accords de paix. Il s'agit là d'une question délicate car l'application de quelques-uns des volets de ces accords suppose des ressources que seule la coopération internationale est en mesure de fournir à court terme (voir plus loin, par. 205 et 220).

35. La plupart des accords ont été appliqués mais pas sous la forme ni dans les délais qui avaient été convenus. Il est notoire que dans plusieurs cas un retard important a été enregistré par rapport au calendrier fixé à l'origine. Cette éventualité avait d'ailleurs été prévue par les parties qui étaient convenues que les aménagements qu'il serait nécessaire d'apporter, pour une raison ou une autre, aux dispositions arrêtées seraient déterminés par l'ONUSAL en consultation avec les parties ^{3/}. C'est ainsi qu'avec l'appui du Secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix, M. Marrack Goulding, et de M. Alvaro de Soto, conseiller spécial du Secrétaire général pour les affaires politiques, divers aménagements ont été apportés au calendrier conduisant à la cessation officielle de la guerre.

36. L'allongement des délais d'exécution a posé des problèmes difficiles à résoudre, qui ont menacé le bon déroulement du processus. D'après le FMLN, la non-exécution en temps voulu de divers accords rompait l'équilibre de l'ensemble, toutes les phases de cet ensemble étant synchronisées de manière que certaines opérations aient lieu avant d'autres et non après. Concrètement, le FMLN fait observer que la question des terres n'a toujours pas été réglée et que l'Académie nationale de sécurité publique et, partant, la police nationale civile, n'ont pas commencé leurs activités, de sorte que les combattants du FMLN se trouvent privés des moyens de se réinsérer dans la vie civile dans les conditions indiquées dans les accords, lesquels, pour cette raison même, prévoyaient que ces questions seraient réglées avant le 31 octobre 1991, qui était également la date fixée pour la fin des opérations de démobilisation du FMLN. L'interprétation des accords relatifs au transfert effectif de terres a donné lieu à de graves divergences entre les parties. La crise qui en a résulté a été résolue par un nouvel accord sur un programme esquissé dans une proposition du Secrétaire général en date du 13 octobre 1992; cette proposition, qui a donc reçu l'assentiment des parties, contient des garanties pour que les occupants actuels des terres ne soient pas expulsés avant qu'une solution juridique satisfaisante ait été apportée au problème.

37. Le FMLN a par ailleurs signalé qu'à cause du retard dû à l'allongement du délai octroyé à la Commission spéciale chargée de l'épuration des forces armées (voir par. 191 et 244), la date limite pour la mise en application des recommandations de ladite Commission, initialement fixée au 31 octobre 1992, pourrait être reportée.

38. Dans ces conditions, il n'a pas été possible d'achever le démantèlement de l'appareil militaire du FMLN à la date prévue pour mettre un terme définitif au conflit armé. Le gouvernement a décidé de ce fait de suspendre

l'exécution de certains accords relatifs aux forces armées, concernant notamment l'épuration et la réduction des effectifs. Grâce aux bons offices de l'Organisation, il a cependant été possible de conclure avec les deux parties des arrangements permettant d'atteindre cet objectif le 15 décembre 1992. Parallèlement, il a été entendu que le gouvernement transmettrait le 29 novembre 1992 au Secrétaire général les décisions administratives relatives à l'application des recommandations de la Commission spéciale sur l'épuration des forces armées, ces décisions devant prendre effet le 31 décembre 1992.

39. Toutefois, les recommandations de la Commission spéciale n'ont pas été appliquées de manière complète et satisfaisante à la date fixée (pour plus de détails voir plus loin par. 244 à 250). D'après le rapport présenté par le Secrétaire général au Conseil de sécurité, les autorités auraient maintenu à leur poste 15 officiers de l'armée qui auraient dû être rayés des cadres le 31 décembre 1992, dans le but apparent de les garder au sein de l'armée jusqu'à la fin du mandat du président Cristiani. Il s'agit là d'un problème délicat qui a une incidence négative sur le climat politique d'ensemble et témoigne de la fragilité qui caractérise encore le processus de transition.

40. Autre motif de préoccupation, qui sera exposé en détail plus loin : un dernier lot d'armes du FMLN qui, pour des raisons techniques, n'a pu être détruit à la date prévue ne l'a pas été non plus avant la date limite que le FMLN s'était engagé à respecter auprès du Secrétaire général (voir par. 111). Ce fait nuit lui aussi à la crédibilité du processus.

41. Il n'en demeure pas moins que d'une manière générale la cohabitation politique a fait des progrès, même si l'application des accords suscite fréquemment des récriminations de part et d'autre. Compte tenu de son mandat et de la nature de sa mission, l'expert indépendant n'a pas à vérifier le bien-fondé de ces récriminations, d'autant que la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) est présente sur le terrain pour s'acquitter de cette tâche. Comme il est cependant chargé d'examiner l'incidence de "l'application des accords de paix" sur la jouissance effective des droits de l'homme, il aborde la question de l'application des accords au chapitre III, relatif à cet aspect de son mandat.

II. EXAMEN DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

42. La chapitre III du rapport présenté par l'expert indépendant à l'Assemblée générale (A/47/596) contient de nombreuses informations sur la situation des droits de l'homme en El Salvador de janvier à septembre 1992. Par souci de concision, l'expert indépendant ne reproduira pas dans le présent rapport à la Commission des droits de l'homme ces renseignements, que l'on trouvera dans le document de l'Assemblée générale. Le présent chapitre est consacré aux violations des droits de l'homme qui se seraient produites d'octobre à décembre 1992 et qui ont été rapportées à l'expert indépendant pendant son deuxième séjour dans le pays. La vérification et le suivi des événements signalés retiendront sans doute l'attention de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL.

A. Le droit à la vie

1. Les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

43. Les personnes qui se sont entretenues avec l'expert indépendant pendant son deuxième séjour en El Salvador ont été d'avis, dans leur ensemble, que les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ne sont pas à l'heure actuelle pratiquées de manière généralisée et systématique par les autorités. L'expert indépendant a recueilli cependant de nombreuses allégations faisant état d'homicides dont il est souvent difficile de déterminer clairement s'ils répondent ou non à une motivation politique. Même si dans plusieurs cas les auteurs présumés de ces assassinats appartiennent aux forces armées ou à la police nationale, ils ne semblent pas avoir agi dans le cadre institutionnel mais bien comme des délinquants de droit commun en violation des règles qui régissent l'armée et la police. Dans d'autres cas, les auteurs n'ont pu être identifiés. Ces plaintes, dont on ne peut affirmer qu'elles traduisent l'existence d'une pratique organisée, n'en sont pas moins un sujet de préoccupation étant donné leur nombre élevé, la gravité des faits signalés et des conséquences néfastes qu'ils risquent d'avoir sur le processus de paix si des mesures efficaces ne sont pas prises pour les prévenir et punir leurs auteurs.

44. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a informé l'expert indépendant pendant son deuxième séjour dans le pays que, durant la période allant de janvier à novembre 1992, elle avait déclaré recevables 190 plaintes concernant des exécutions et des décès. L'expert indépendant a aussi reçu d'organisations non gouvernementales des renseignements sur les faits décrits ci-après.

45. Le 22 octobre 1992, à 19 heures, M. Miguel Angel Alvarado, 36 ans, membre de la Fédération des associations coopératives de production agropastorale d'El Salvador (FEDECOPADES), qui exerçait les fonctions de trésorier de la coopérative Monte Verde, a été assassiné à son domicile, situé sur le domaine de ladite coopérative, à Caserío Los Marranitos, dans le canton d'Azacualpa, circonscription de Zacatecoluca, département de La Paz. D'après l'auteur de la plainte, le crime aurait été commis par cinq soldats en uniforme dont deux portaient des foulards du détachement militaire des ingénieurs des forces armées (DMIFA). Auparavant, des militaires avaient établi un barrage sur la route menant à la coopérative.

46. Carlos Antonio Montoya Huezo, 42 ans, transporteur, est décédé le 7 octobre 1992 à 22 h 30, à un barrage de police établi à l'entrée du lotissement Las Flores (circonscription de Soyapango, département de San Salvador) après avoir reçu plusieurs balles tirées par un agent de la police nationale. Les policiers auraient fait pression sur les témoins pour qu'ils déclarent que Montoya Huezo avait ouvert le feu sur la police, ce que les témoins ont refusé de faire. Une demi-heure après les faits, les agents seraient revenus sur les lieux de l'homicide afin de dérober les objets personnels de la victime et de lui placer une arme dans la main. Les autorités judiciaires ont ordonné la détention provisoire des agents de la police

nationale de Soyapango Heriberto Calderón Guillén et Manuel de Jesús Flores Zaldaña, de l'agent de la police nationale d'Ilopango Italo Enrique Delgado et de l'agent du bataillon Monserrat Mauricio Ortiz Díaz, afin d'établir leurs responsabilités dans l'accomplissement du délit.

47. María Magdalena Lemus Pineda, 20 ans, employée de maison, et Angel Alberto Bonilla Cartagena, 21 ans, sont décédés le 2 novembre 1992 au lotissement d'Amatepec (circonscription de Soyapango, département de San Salvador) après que l'agent de la police nationale Alexander Enrique Amaya Hernández leur eut tiré dessus à bout portant. Le policier a été déféré à la justice et écroué.

48. José Santos Hernández, 33 ans, chauffeur de taxi, a été abattu par balle le 23 octobre 1992 à 20 heures par trois membres des forces armées en uniforme et équipés de fusils M-16 dans la coopérative El Retiro (canton de Los Angeles, circonscription de Conchagua, Département de La Unión). Le cadavre de la victime présentait cinq lésions produites par des balles de fusil M-16.

49. Mario Quintanilla Vaquerano, 18 ans, mécanicien, a été tué par balle le 17 octobre 1992 à 20 heures à son domicile situé dans le canton El Porvenir Abajo, circonscription de Concepción Batres, département de Usulután, par un membre des forces armées accompagné de deux autres soldats et d'un sergent qui portaient tous un uniforme noir, un fusil M-16 et un masque sur le visage. Avant de se retirer, les soldats ont proféré des menaces de mort à l'égard des témoins. Le cadavre de la victime présentait six lésions provoquées par des balles de fusil M-16.

50. Le 23 octobre 1992, William Roberto Hernández Castro, 22 ans, commerçant, a été assassiné par un soldat de la cinquième brigade d'infanterie, José Nicolás Serrano Sánchez, aux abords du camp militaire appelé "El Polígono" dans le quartier Concepción de la ville de San Vicente, circonscription et département de San Vicente.

51. Juan Arnulfo García Gámez, 35 ans, membre du corps de sécurité du commandant du FMLN Javier Castillo et ancien combattant de cette organisation, a été abattu à bout portant le 17 novembre 1992 à 6 heures dans un autobus par des individus qui ont simulé une attaque, sur le trajet San Marcos-Colonia Miralvalle, en face du marché San Miguelito de la ville de San Salvador. Les tueurs n'ont pas demandé à la victime de leur remettre ses objets personnels; ils ont immédiatement tiré sur elle. La victime est morte sur le coup.

52. Les 13 et 14 décembre 1992, on a retrouvé dans la Hacienda El Ranchón, (canton El Angel, circonscription d'Apopa, département de San Salvador) les cadavres des personnes suivantes : Juan Francisco Melgar Trujillo, 35 ans, maçon, qui portait aux poignets des marques indiquant qu'il avait eu les mains attachées, ainsi que de nombreuses blessures au visage et au cou produites par une arme blanche; Fernando Amílcar Chávez Fuentes, 18 ans, étudiant, qui avait les bras attachés dans le dos et avait été décapité; Herbert Giovanni Mejía Hernández, 19 ans, qui avait été amputé de la main droite et portait de

nombreuses blessures au cou produites par une arme blanche; José Samuel Peña, 23 ans, qui avait une blessure à l'abdomen produite par une arme à feu; enfin, le cadavre d'une autre personne qui n'a pas pu être identifiée.

53. Le 31 octobre 1992, on a retrouvé dans le canton Tres Ceibas (seconde zone, circonscription d'Armenia, département de Sonsonate) le cadavre de Samuel Galán Quintanilla, 23 ans, journalier; le corps, qui a été trouvé dans des buissons, portait plusieurs blessures produites par une arme blanche et une lésion produite par une arme à feu. On a également retrouvé deux autres cadavres qui n'ont pas pu être identifiés. L'un d'eux avait les pouces attachés et une corde attachée au cou et l'autre avait les pieds liés. On a relevé sur les deux corps des blessures par balle.

54. Le 7 décembre 1992, on a retrouvé le cadavre d'une femme non identifiée dans un ravin du domaine Bélgica situé près du lotissement Esmeralda (circonscription d'El Congo, département de Santa Ana). Le cadavre portait des traces de brûlures du troisième degré, produites par de l'acide, au visage, au cou, à l'épaule, au bras et à l'avant-bras gauches et à la cuisse droite.

55. Le cadavre de Jaime Artura Cazún Vásquez, 39 ans, membre du syndicat de l'industrie du café (SICAFE) a été retrouvé le 15 octobre 1992 dans le quartier Las Animas (circonscription de Chalchuapa, département de Santa Ana). Malgré les marques de torture, les autorités judiciaires auraient décidé "pour des raisons de salubrité" de ne pas pratiquer l'autopsie prescrite par la loi en pareil cas.

56. Le 30 septembre 1992, on a retrouvé le cadavre de José Raúl Rivera Sanabria, 24 ans, ancien membre de la garde nationale, au kilomètre 78 de la route menant à Cerro Verde (circonscription de Izalco, département de Sonsonate). Le cadavre présentait une lésion produite par la balle d'une arme à feu de calibre 45. Comme aucun des objets personnels de la victime n'avait été dérobé, ses parents ont écarté le vol comme mobile du crime.

57. Angel Danilo Martínez Murcia, 21 ans, est mort le 23 octobre 1992 à son domicile situé dans le canton Santa Rosa (circonscription de Ciudad Arce, département de La Libertad), à la suite de l'irruption, dans l'intention semble-t-il de voler, de quatre soldats du bataillon Atlacatl qui seraient selon l'auteur de la plainte Martín Pineda, Rafael Antonio Rivera Avelar, José Israel González Murcia et Juan Miguel López Córdova.

58. D'après des renseignements communiqués à l'expert indépendant, une bande d'agresseurs dirigée par un membre du détachement militaire No 2 jouirait de la complicité passive de membres de la police nationale de Sensuntepeque; cette bande serait celle qui a effectué diverses attaques à main armée pendant la nuit du 6 novembre 1992 dans le lotissement Palermo (quartier Santa Bárbara, circonscription de Sensuntepeque, département de Cabañas). Le soldat et un autre membre de la bande ont été capturés par les habitants du lieu qui les ont remis à la police nationale de Sensuntepeque en présence de membres de la Division de police de l'ONUSAL. Les autres membres ont pris la fuite et ont assassiné quelques heures plus tard Jesús Santos Ramos, 56 ans, maçon, dont le cadavre a été retrouvé décapité et portant deux blessures par

balle et une lésion produite par une arme contondante. Les membres de la bande qui avaient été remis à la police nationale n'ont pas été déférés aux tribunaux compétents bien qu'ils aient été capturés en flagrant délit. Ils seraient actuellement en liberté.

2. Attentats

59. Pendant son deuxième séjour dans le pays, l'expert indépendant a été informé que le membre du comité politique départemental de Sonsonate du FMLN, José Mario Moreno Rivera, surnommé "David Alejandro Gavidia", avait été victime d'un attentat le 20 octobre 1992 à 17 heures. L'attentat a été commis par quatre individus portant des uniformes vert olive et armés de fusils M-16, sur la route de Sonsonate à Santa Ana (canton Los Apantes, circonscription de Juayua, département de Sonsonate). Des membres de la police nationale de Juayua auraient refusé d'enregistrer la plainte formulée par Moreno Rivera.

60. María del Carmen Flores, 54 ans, a été tuée par l'explosion d'un engin qui avait été jeté dans son logement. Nicolás Alvarado et Carlos Flores Alvarado ont été blessés par les éclats de cet engin explosif. Cet attentat a été commis le 12 octobre 1992 à 1 heure dans le canton de San José Obrajuelo (circonscription de San Rafael Obrajuelo, département de La Paz).

61. Trois individus habillés en civil et armés de mitraillettes ont attaqué le domicile de Rebeca Palacios, ancienne commandante du FMLN. Ces individus ont pénétré dans le domicile de Mme Palacios alors que celle-ci était sortie et se sont retirés sans emporter aucun objet. Ces faits se sont produits le 23 octobre 1992 à 6 h 30 au lotissement La Rábida de la ville de San Salvador (circonscription et département de San Salvador).

62. La vice-présidente de la Commission pour la défense des droits de l'homme en Amérique centrale (CODEHUCA), Mirna Perla de Anaya, a été victime d'un attentat le 3 janvier 1993 à 19 h 15 sur la route de Suchitoto à San Salvador, au lieu-dit La Pedrera. Six hommes en cagoule, portant des uniformes et des casquettes militaires, ont ouvert le feu sur son véhicule. Son fils, âgé de 15 ans, Miguel Ernesto, a été blessé. Mme Mirna Perla de Anaya est l'avocate de César Vielman Joya Martínez, qui aurait avoué avoir été membre de l'un des "escadrons de la mort" et aurait porté des accusations contre des membres des forces armées.

63. Le député Miguel Angel Espinal a été victime d'un attentat en novembre 1992 à San Miguel. On a dénombré 24 impacts de balles sur son véhicule, mais aucun des occupants n'a été blessé.

3. Menaces de mort

64. L'expert indépendant a été informé, pendant son deuxième séjour dans le pays, que la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a déclaré recevables 282 plaintes concernant des menaces de mort pendant la période allant de janvier à novembre 1992.

65. Le 23 octobre 1992, un groupe d'extrême droite, qui se dénomme "Brigada Maximiliano Hernández Martínez" a publié un communiqué dans lequel il menaçait de mort les dirigeants du FMLN dont les noms suivent : Shafick Handal, Francisco Jovel, Leonel González, Joaquín Villalobos, Eduardo Sancho, Ana Guadalupe Martínez, Jorge Meléndez, Salvador Samayoa, Facundo Guardado, José Alberto Ramos, Fidel Recinos, Marcos Jinénez, Nidia Díaz, Salvador Guerra, Chano Guevara et Leo Cabales. Dans ce communiqué, le groupe susmentionné avertit "les fonctionnaires de l'ONUSAL, les journalistes étrangers et tous ceux qui soutiennent les accords de paix" qu'ils devront "subir les effets de la justice nationaliste libératrice".

66. La Directrice du Centre de réorientation familiale et communautaire (CREFAC), Celina de Monterrosa, et deux membres de ce centre, Doris Romero et Ramón Villalta, ont reçu des menaces de mort le 8 octobre 1992.

67. Le quotidien du soir Diario El Mundo a publié, dans son édition du 8 décembre 1992, un communiqué du groupe qui se dénomme "Frente Revolucionario Salvadoreño" et qui affirme regrouper des anciens combattants des deux factions. Dans ce communiqué, le groupe déclarait notamment ce qui suit : "Nos armes ne se tairont pas tant que notre peuple ne connaîtra pas une paix véritable, dans la justice sociale".

68. Auraient également reçu des menaces de mort, les personnes suivantes : Eduardo Rafael Blandón Lemus, 40 ans; David Ayala Zamora, 34 ans; Adrián Antonio Carrero, 36 ans; Luis Roberto Campos Molina, 39 ans.

69. Le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a souligné la nécessité de protéger efficacement les personnes visées par des menaces de mort et de prendre, pour mettre fin à de telles pratiques, des mesures comme celles définies dans les principes adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/162 du 15 décembre 1989. Il a recommandé en particulier que des mesures soient prises pour identifier les auteurs de feuilles volantes signées par des organisations clandestines, et que soit adoptée une réglementation qui interdise la diffusion de messages ayant un contenu menaçant par la radio ou la télévision, sans pour autant porter atteinte à la liberté de la presse (A/46/955-S/24375, par. 94).

B. Disparitions forcées ou involontaires

70. Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de la Commission des droits de l'homme (ONU) a étudié la situation en ce qui concerne les disparitions en El Salvador dans les 13 rapports annuels qu'il a présentés à la Commission. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement salvadorien 2 598 cas de disparition, dont seulement 379 ont pu être élucidés. Il convient toutefois de préciser que, sur ces 2 598 disparitions, une seule a eu lieu en 1992.

71. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a jugé recevables 15 plaintes qui pourraient en principe viser des disparitions forcées ou involontaires au cours de la période de janvier-mai 1992. Toutefois, "après avoir procédé aux vérifications nécessaires, la Mission n'est pas parvenue à établir de manière irréfutable l'existence d'une pratique de la disparition

forcée ou involontaire" (A/46/955-S/24375, annexe, par. 26). La Mission a recommandé d'établir des mécanismes simples et souples qui permettent aux plaignants de connaître rapidement l'endroit où se trouve l'intéressé (ibid., par. 95). La création, par la Cour suprême, du Département de l'information sur les personnes détenues semble contribuer à ce que l'on retrouve rapidement les personnes détenues ou arrêtées.

72. Pendant son deuxième séjour en El Salvador, l'expert indépendant a été informé que M. Eulogio Juárez Pérez, 60 ans, avait été appréhendé le 10 octobre 1992 sur le pont Mandinga (circonscription de Salinas Ayacachapa, département de Sonsonate) par des membres de la police nationale. Malgré toutes les démarches qu'ils ont faites, les proches de Eulogio Juárez Pérez n'ont pas pu obtenir de la police nationale la moindre information sur le lieu de détention de celui-ci.

73. Néanmoins, l'expert indépendant conclut des informations qu'il a recueillies et du sentiment général qui s'est exprimé pendant ses deux séjours en El Salvador, qu'il n'existe pas à l'heure actuelle dans le pays une pratique systématique de disparitions forcées ou involontaires.

C. Le droit de ne pas être soumis à la torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

74. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a indiqué que même si elle a pu constater le recours à la torture dans un nombre limité de cas, celle-ci n'a pas à l'heure actuelle un caractère systématique. De janvier à mai 1992, quatre plaintes faisant état de tortures et 105 faisant état de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ont été reçues (ibid., par. 30). D'après les informations recueillies par l'expert indépendant pendant son deuxième séjour dans le pays, 167 plaintes concernant les pratiques susmentionnées ont été déclarées recevables pendant la période allant de juin à novembre 1992. Par ailleurs, des organisations non gouvernementales ont porté à la connaissance de l'expert indépendant les cas décrits ci-après.

75. José Jaime Fuentes Galindo, 24 ans, domicilié Avenue Peralta, lotissement Don Bosco, San Salvador, est décédé le 12 novembre 1992, à l'hôpital Rosales (San Salvador), des suites des coups que lui avaient assénés trois jours durant des agents de la police municipale de cette ville.

76. Leonardo de Jesús Vela Flores, 29 ans, handicapé mental, a été roué de coups à Quezaltepeque, le 2 octobre 1992, par des agents de la police nationale qui l'interrogeaient sur des armes qu'il aurait détenues. Vela Flores était, à ce qu'il est dit, incapable de comprendre le sens des questions qui lui étaient posées.

77. Juana Antonia Recinos, 43 ans, a été gravement maltraitée, le 17 juillet 1992, par des agents de la police municipale d'Armenia alors qu'elle tentait de prendre la défense d'un homme en état d'ébriété que lesdits agents frappaient à coups de pied. Mme Recinos a eu l'un des doigts de la main gauche fracturé et a reçu des coups de crosse de fusil au front.

78. Juan Alberto Hernández Regalado, 17 ans, a été frappé à la poitrine, le 23 juin 1992, à coups de crosse de fusil alors qu'il était détenu dans les locaux de la police nationale de La Libertad par des agents de ce corps de sécurité.

79. Pablo Alberto Meza Franco, 18 ans, aurait été torturé dans les locaux de la police nationale de Sonsonate et de la mairie d'Armenia (département de Sonsonate) du 13 au 20 novembre 1992. Les policiers l'auraient frappé à l'estomac, à l'abdomen et dans le dos après l'avoir suspendu par les pieds à une poutre.

80. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a recommandé d'ouvrir, dans tous les cas où il y a lieu, une instance pour enquêter sur les faits, arrêter, juger et punir les coupables conformément au droit interne et au droit international. De plus, elle a recommandé de respecter strictement les délais de garde à vue prévus par le droit interne et de veiller à ce que les détenus ne soient pas mis au secret, conformément à l'Accord de San José, et à donner la formation voulue aux futurs membres de la police nationale civile (ibid., par. 97).

D. Droit à la liberté

81. Les accords de paix, dans leur ensemble, comportent des engagements qui, s'ils sont respectés, devraient permettre de mettre un terme aux graves atteintes au droit à la liberté constatées par le passé. La garde nationale et la police du fisc ont été dissoutes en tant que corps de sécurité publique, les forces armées ont cessé d'opérer des arrestations, la défense civile et le service territorial des forces armées ont été supprimés, la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a procédé à son travail de vérification, qui a eu un effet préventif, et la Division de police de l'ONUSAL a prêté son aide et son concours à la police nationale. Il en est résulté une amélioration appréciable de l'exercice du droit à la liberté dans le pays, bien que diverses violations de ce droit, principalement imputables à des membres de la police municipale et du service territorial (lequel a été officiellement dissous) aient été portées à la connaissance de l'expert indépendant.

1. Détentions arbitraires ou illégales

82. Pendant la période janvier-mai 1992 (ibid., par. 49 et 79), la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a reçu 261 plaintes faisant état de détentions arbitraires ou illégales qui ont été déclarées recevables. De juin à novembre 1992, 167 plaintes supplémentaires ont été déclarées recevables. La Division des droits de l'homme s'est dite particulièrement préoccupée par le fait que, bien que l'Accord de paix prévoie la dissolution de la défense civile et le remplacement du Service territorial par un nouveau régime de réserve des forces armées, des membres de ces groupes aient continué à opérer des arrestations et certains juges aient demandé encore aux commandants locaux du Service territorial de procéder à des arrestations au motif qu'il n'y avait pas d'effectifs de la police nationale dans leur juridiction (ibid., par. 53). La Mission s'est également déclarée préoccupée par le fonctionnement des polices municipales et par le fait qu'elles procèdent systématiquement à des

arrestations dans des conditions qui respectent rarement les garanties légales minimales. Même si la police municipale n'est pas considérée comme un corps de sécurité, elle exerce en fait des fonctions comparables à celles de la police nationale et joue un rôle important en ce qui concerne la répression des infractions punissables d'une peine de simple police (ibid., par. 57).

83. L'expert indépendant a reçu des plaintes d'où il ressort que les détentions arbitraires ou illégales, consécutives en particulier à des infractions punissables d'une peine de simple police, constituent une pratique généralisée systématique. D'après ces plaintes, de nombreuses personnes sont détenues uniquement en vertu de l'appréciation subjective et discrétionnaire de membres de la police municipale, qui ont estimé qu'elles étaient en état d'ébriété ou qu'elles troublaient de quelque manière l'ordre public.

84. Face à cette situation, la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a procédé récemment à des vérifications dans les centres de détention des services de la police municipale de tout le pays, appelés "bartolinas" (cachots). Elle en a conclu qu'en trois mois plus de 10 000 personnes avaient été détenues parce qu'elles auraient commis des infractions punissables d'une peine de police. L'enquête menée par l'ONUSAL simultanément dans plusieurs villes a permis d'établir qu'on est encore loin de voir respecter, dans la pratique, les dispositions du droit interne ainsi que les dispositions de l'Accord de San José (alinéas b), c) et e) du paragraphe 2), à savoir qu'une arrestation ne peut être opérée que si elle a été ordonnée par écrit par une autorité compétente et qu'elle est exécutée par des agents de la force publique identifiables comme tels, que la personne arrêtée a le droit d'être informée immédiatement des raisons de son arrestation et qu'il faut faire respecter l'interdiction de la mise au secret, et le droit, pour la personne arrêtée, de recevoir sans délai l'assistance du conseil juridique de son choix. Même la règle constitutionnelle qui fixe à 72 heures la durée maximale de la détention administrative n'a pas toujours été respectée; par ailleurs, il n'existe pas de recours efficace contre les décisions de la police en matière d'arrestation (ibid., par. 55 et 58).

85. Pendant sa deuxième visite dans le pays, l'expert indépendant a été informé que l'enquête mentionnée au paragraphe qui précède a permis de mettre en place un mécanisme de coordination entre la Division des droits de l'homme et la Direction de la police nationale afin d'apporter des solutions au grave problème des détentions arbitraires ou illégales. La Division des droits de l'homme a constitué, en étroite coopération avec les autorités de la police nationale, un groupe de travail chargé de trouver des formules permettant de corriger les déficiences constatées. C'est ainsi qu'ont été adoptées, pour les arrestations consécutives à des infractions punissables de peines de police, de nouvelles règles de procédure dont l'application a entraîné, initialement au moins, une diminution sensible des violations des droits de l'homme liées à la détention arbitraire, d'après les informations communiquées à l'expert indépendant par le Directeur de la Division des droits de l'homme.

86. En ce qui concerne la détention de mineurs, la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a recommandé que les autorités mettent immédiatement les mineurs à la disposition des tribunaux pour enfants et que soit respectée

la règle qui veut que les mineurs soient séparés des adultes dans les lieux de détention. Elle a également recommandé de renforcer le contrôle exercé sur les fonctionnaires de police et sur les centres de rééducation des mineurs et d'améliorer la formation du personnel (ibid., par. 100).

2. Recrutement forcé

87. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a déclaré recevables 136 plaintes déposées contre les forces armées pour recrutement forcé, irrégulier ou arbitraire au cours de la période de janvier à mai 1992. La Division a longuement traité de ce sujet dans son deuxième rapport (A/46/658-S/23222 et Corr.1, annexe, par. 107 à 120), dans lequel elle a considéré que le recrutement irrégulier ou arbitraire portait atteinte au droit à la liberté et que les deux règlements du Ministère de la défense sur la question n'étaient pas connus du public et ne réglaient pas le caractère irrégulier des procédures appliquées. Dans son cinquième rapport, le Directeur de la Division précise que les observateurs de l'ONUSAL ont beaucoup fait pour rendre à la vie civile les personnes irrégulièrement recrutées qui réunissaient les conditions requises pour bénéficier d'une exemption du service militaire, telles qu'elles étaient prévues dans le règlement du Ministère de la défense sur la question (A/46/955-S/24375, par. 59).

88. Dans ses quatrième et cinquième rapports, le Directeur de la Division des droits de l'homme a indiqué que les cas de recrutement forcé, qu'ils soient le fait du FMLN ou des forces armées, ont cessé peu à peu après la signature de l'Accord de paix le 16 janvier 1992 (A/46/935-S/24066, annexe, par. 1, et A/46/955-S/24375, annexe, par. 60).

3. Liberté de circulation

89. Dans ses quatrième et cinquième rapports, le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL indique que la liberté de circulation a été complètement rétablie dans le pays une fois signé l'Accord de paix, le 16 janvier 1992 (A/46/935-S/24066, annexe, par. 1, et A/46/955-S/24375, annexe, par. 1). Pendant la période allant de janvier à novembre 1992, seules 22 plaintes faisant état de violations de ce droit ont été déclarées recevables, d'après les informations reçues par l'expert indépendant pendant son deuxième séjour dans le pays.

E. Garanties légales de la défense

90. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a déclaré recevables 318 plaintes relatives à des violations des garanties légales de la défense qui ont été présentées entre janvier et mai 1992. Pendant son deuxième séjour dans le pays, l'expert indépendant a été informé que la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL avait déclaré recevables 316 plaintes supplémentaires entre juin et novembre 1992. Dans son quatrième rapport (voir A/46/935-S/24066, annexe, par. 19 à 38), le Directeur de la Division a mis tout spécialement l'accent sur ces garanties, puisque la cessation de l'affrontement armé a fait passer au premier plan le souci de la protection judiciaire des droits de l'homme et des déficiences structurelles du système judiciaire salvadorien (voir A/46/955-S/24375, annexe, par. 36).

91. Diverses organisations non gouvernementales ont fait part à l'expert indépendant de leur inquiétude devant l'impuissance du système judiciaire salvadorien à garantir les droits de la défense et à poursuivre, juger et châtier les auteurs de violations des droits de l'homme; le système demeure inefficace malgré la présence de la Division et la création récente du Bureau du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme.

92. L'expert indépendant souligne ici, comme il l'a déjà fait dans son rapport à l'Assemblée générale, que les insuffisances structurelles que le système judiciaire continue de présenter constituent un grave problème auquel il faut remédier si l'on veut créer un cadre solide pour l'exercice effectif des droits de l'homme en El Salvador (voir plus loin, par. 147 à 174).

1. Détention provisoire

93. Dans son quatrième rapport, le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a recommandé que l'on ne place une personne en détention provisoire que lorsque cela est nécessaire pour assurer sa présence au procès ou pour faciliter l'instruction. De même, les juges ne devraient recourir à la détention provisoire d'une durée maximum de 72 heures (art. 244 du Code de procédure pénale) que lorsque cela est strictement nécessaire en raison de la gravité du fait et des difficultés de l'enquête. Le Directeur a signalé une affaire dans laquelle un prévenu déféré devant un juge de première instance demeurait incarcéré dans un cachot de la police nationale 70 jours après sa mise en détention; dans une autre affaire, le prévenu n'avait pas encore fait de déclaration 10 jours après sa mise en détention. L'élargissement est soumis à tant de restrictions et si difficile à obtenir que la détention provisoire perd sa finalité, qui est de s'assurer de la personne de l'inculpé, pour se transformer en accomplissement de la peine par anticipation, en dépit du principe de la présomption d'innocence. Les inculpés sont plus nombreux que les condamnés dans la population carcérale : ils en forment une proportion extrêmement élevée (voir A/46/935-S/24066, annexe, par. 30, 31 et 52).

94. Pendant son premier séjour dans le pays, l'expert indépendant a rencontré l'avocat du prévenu Adolfo Aguilar Payés, accusé du meurtre d'Edgardo Antonio Chacón, analyste politique, et de Gabriel Eugenio Payés Interiano. Selon cet avocat, la seule preuve contre le prévenu était une déclaration extrajudiciaire qu'il avait faite sur la torture à la police du fisc, aujourd'hui dissoute. Aguilar Payés était en détention depuis le 23 juillet 1989. Le juge avait repoussé la date de l'audience publique au motif que l'on avait fait trop de battage autour de l'affaire et que l'avocat de la défense s'était refusé à choisir les membres du jury parmi les différents candidats qui avaient été tirés au sort par le juge. Pendant son deuxième séjour, l'expert indépendant a été informé que, grâce à l'intervention énergique des services du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, l'audience publique avait finalement eu lieu et que l'inculpé avait été remis en liberté après avoir été acquitté par un jury d'honneur le 2 décembre 1992.

2. Détention au secret

95. Bien que la Constitution de la République, divers traités internationaux ratifiés par El Salvador et l'Accord de San José interdisent cette pratique, la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a pu vérifier à plusieurs reprises que des prévenus étaient gardés au secret. La Mission a déclaré que l'interdiction de la mise au secret ne souffrait pas d'exceptions et ne pouvait pas être contournée par l'application de sanctions disciplinaires au cours de la détention préventive ou en prison; elle a recommandé que cette interdiction soit expressément intégrée au Code de procédure pénale (ibid., par. 25 et 50).

3. Droits de la défense

96. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a signalé qu'une proportion élevée de détenus, dont plusieurs étaient incarcérés depuis plus de quatre ou cinq ans, n'avaient jamais reçu la visite d'un avocat. Même les prisonniers qui disposent d'un défenseur privé en reçoivent rarement la visite. De même, la Mission a pu constater que la majorité des détenus interrogés à l'occasion d'une visite dans le principal établissement pénitentiaire du pays ignoraient qu'ils avaient le droit de choisir un défenseur dès le début de la procédure. Les transferts administratifs des détenus, dont ne sont avisés ni les juges ni les avocats, rendent encore plus difficile l'exercice des droits de la défense (ibid., par. 26).

97. Le Vice-Ministre de la justice a signalé à l'expert indépendant que son ministère avait travaillé à divers projets de loi relatifs au respect des formes légales (voir plus loin, par. 236), dont l'un venait d'être adopté par l'Assemblée législative. Il s'agit de la loi concernant l'assistance légale et la défense publique, qui a pour objet de garantir le respect des droits de la défense au cours d'un procès. L'expert indépendant estime également nécessaire d'élaborer des programmes de perfectionnement des défenseurs publics, de donner davantage de moyens au système judiciaire et d'augmenter le nombre des avocats d'office.

4. Enquête judiciaire à la suite d'un délit

98. Le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a exprimé son inquiétude devant les carences que présentent les enquêtes judiciaires, et il a signalé notamment que, s'agissant des enquêtes menées systématiquement après toute atteinte à la vie, aucun progrès notable n'avait été réalisé. Il a recommandé de se conformer rigoureusement aux dispositions du droit interne touchant le rassemblement des preuves (A/46/876-S/23580, annexe, par. 160).

99. A cet égard, étant donné l'importance de l'événement et ses répercussions sociales, la procédure judiciaire qui a été suivie pour établir les faits et identifier les responsables dans l'affaire de l'exécution collective sommaire d'El Mozote (Département de Morazán) mérite qu'on s'y attarde. D'après la plainte, les événements remontent à 10 ans, mais ce n'est que tout récemment qu'une enquête judiciaire a été ouverte. Cette enquête exige que les ossements soient exhumés et analysés par un personnel hautement qualifié.

Contre la demande du plaignant et la recommandation expresse de l'ONUSAL (voir A/46/876-S/23580, annexe, par. 161, et A/46/955-S/24375, annexe, par. 91), on a décidé de ne pas demander la présence d'experts internationaux spécialistes d'anthropologie légale. Comme l'ont expliqué quelques organisations non gouvernementales à l'expert indépendant, le juge a pris cette décision à la suggestion du Président de la Cour suprême de justice. Interrogé à ce propos lors de la visite de l'expert indépendant, le Président de la Cour suprême a répondu qu'il serait peu correct de procéder à une telle exhumation avant que la Commission de la vérité ne la demande et que les experts étrangers ne devaient y participer que s'ils étaient accrédités comme il se devait par le gouvernement. Cette accréditation ayant été accordée et la Commission de la vérité ayant demandé l'exhumation, celle-ci a commencé le 13 octobre 1992. Le 15 octobre ont été mis au jour les premiers ossements des victimes. A la fin de 1992, on n'avait pas encore achevé l'examen des 119 squelettes (d'enfants pour la plupart) exhumés jusque-là.

5. Lenteurs de la justice

100. Le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a signalé qu'en El Salvador les délais légaux fixés pour la procédure d'instruction et d'examen des affaires pénales (120 jours) ne sont pas respectés. Sur un total de 4 755 détenus inculpés, les juges pénaux et ceux du tribunal de première instance ont rendu, en 1991, 1 532 jugements définitifs, dont 745 acquittements. La Mission a constaté qu'il fallait augmenter le nombre des juges et des auxiliaires de justice, améliorer l'infrastructure matérielle dont ils disposent et mettre en oeuvre des programmes de perfectionnement pour le personnel de l'administration judiciaire. Pour que le droit à être jugé sans retards excessifs soit effectivement respecté, la Mission a recommandé de renforcer les organes d'administration de la justice et du ministère public, en appliquant les réformes structurales du système judiciaire qui, comme prévu par les accords de paix, ont été incorporées à la Constitution de la République.

101. Selon le Secours juridique chrétien "Archevêque Oscar A. Romero", une réforme judiciaire en profondeur demanderait du temps. Les timides tentatives de changement, dont certaines sont bien antérieures à la fin du conflit armé, n'ont que très lentement progressé, voire se sont enlisées. De son côté, la Commission des droits de l'homme en El Salvador (non gouvernementale) a dénoncé ce qu'elle considère comme des lenteurs et des négligences dans le déroulement de la procédure judiciaire, tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'établir l'identité de ceux qui se sont rendus coupables de violations des droits de l'homme. Elle a signalé que dans ces cas-là on se contentait d'établir qu'il y avait eu délit en procédant à une inspection visuelle, en identifiant le cadavre, et en écoutant les déclarations des victimes et celles des témoins, sans faire le nécessaire pour identifier et arrêter les coupables. La Commission s'est plainte notamment de ce que ses avocats aient rencontré des difficultés lorsqu'ils ont demandé à examiner certains dossiers. Donnant un exemple concret de lenteur de la justice, elle a signalé que Pedro Antonio Portillo León avait été maintenu en prison sous inculpation d'homicide, sans que l'on ait rendu public le nom de la victime supposée ni établi le lieu, la date ou les circonstances du crime. L'avocat de la défense avait demandé un non-lieu, mais le juge ne s'était pas prononcé sur cette demande avant plusieurs mois.

F. Liberté d'expression et liberté de la presse

102. Pendant son deuxième séjour en El Salvador, l'expert indépendant a été informé que la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL avait déclaré recevables 20 plaintes faisant état de violations du droit à la liberté d'expression entre janvier et novembre 1992.

103. L'expert indépendant a été informé par plusieurs organisations non gouvernementales de l'inquiétude que suscitait la publication régulière dans la presse salvadorienne d'annonces payantes, ou "campos", contenant des menaces de mort ou des incitations à la haine ou à la violence. Ces insertions sont passées par des organisations clandestines pour attenter aux droits et à la sécurité des personnes ainsi qu'à la réputation de diverses institutions, notamment l'Eglise catholique et l'ONUSAL. Destinées à fomenter la haine et la division au sein de la société salvadorienne, elles apparaissent au moment où le pays s'efforce de réaliser une authentique réconciliation nationale et de jouir des fruits de la paix. Il convient de rappeler que les organes de communication sont tenus, aux termes de la loi salvadorienne, d'exiger des responsables d'une annonce qu'ils fassent connaître leur identité et de révéler celle-ci lorsque l'annonce en question met en péril des vies humaines. Face à ces violations des dispositions du premier alinéa de l'article 6 de la Constitution de la République, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de la Convention américaine relative aux droits de l'homme et des articles 6 et 9 de la loi sur la presse, les autorités semblent faire preuve de passivité. Tutela Legal a dénoncé cette apathie qui porte à penser que les groupes clandestins responsables des insertions ne font l'objet d'aucune enquête et agissent donc en toute impunité.

104. L'Agence salvadorienne de presse (SALPRESS) a signalé à l'expert indépendant, lors du premier séjour de ce dernier dans le pays, que son bureau central à San Salvador avait été intentionnellement incendié le 2 juillet 1992. L'incendie avait détruit les archives et le matériel de travail de l'agence. Le 27 août 1992, l'agence a reçu un appel téléphonique de quelqu'un menaçant de mettre de nouveau le feu aux locaux. Deux jours plus tard, le Directeur de l'Agence, M. Ricardo Gómez, a reçu par téléphone une menace de mort.

G. Droits économiques, sociaux et culturels

105. Il est rendu compte ci-après de diverses plaintes reçues par l'expert indépendant au sujet des droits économiques, sociaux et culturels. Les effets de l'application des accords de paix sur l'exercice effectif de ces droits sont traités dans une autre partie du présent rapport (voir plus loin, par. 205 à 220).

106. L'expert indépendant a été informé que le 17 septembre 1992, à 17 heures, trois individus armés de fusils avaient tiré sur les locaux de la Fédération des associations et syndicats indépendants d'El Salvador (FEASIES) et de la coopérative ANDES 21 de junio. Un passant avait été mortellement blessé dans cette attaque. Des membres de la FEASIES ont déclaré que leurs locaux étaient

surveillés en permanence par des inconnus. En mars, l'un de ces individus avait été fouillé par les syndicalistes qui avaient trouvé sur lui une carte de l'Institut de protection sociale des forces armées.

107. La Fédération des syndicats de l'industrie de la construction, industries assimilées, transports et autres activités (FESINCONSTRANS) a fait savoir à l'expert indépendant que son secrétaire général avait été arrêté le 7 janvier 1992 par des soldats de l'armée de l'air.

108. La coopérative "El Espino", qui a déclaré compter 5 000 membres, a signalé que le gouvernement avait l'intention de restituer aux anciens propriétaires une grande partie de l'exploitation bien qu'elle leur eut déjà payé plus de 100 millions de colones au titre de l'expropriation. Ce serait là un grave recul dans le processus de réforme agraire et un grand danger pour l'existence d'autres coopératives. Le gouvernement aurait ordonné à la Banque de développement agricole de leur refuser tout crédit. "El Espino" constituait le symbole de la réforme agraire en El Salvador et le gouvernement cherchait à réinstaller la coopérative sur un terrain de 300 hectares situé dans la partie la plus élevée de la propriété, abandonnant à trois anciens propriétaires 144 hectares pour des projets d'urbanisation.

109. La Coordinadora Nacional de la Mujer Salvadoreña (CONAMUS) a signalé que, dans les zones rurales, 34 % seulement des femmes recevaient une assistance médicale pendant l'accouchement. Elle a indiqué que la maternité était la première cause de mortalité féminine dans l'ensemble du pays en raison des hémorragies, des infections et des fausses couches qui pourraient être évitées si les intéressées recevaient l'assistance médicale voulue. Elle a certifié que 84 % des femmes vivant dans les zones rurales étaient analphabètes, le pourcentage au niveau national étant de 59 %. Sur le plan professionnel, les femmes ne représentaient que 2 % des ingénieurs, 4 % des avocats et 14 % des médecins. Soixante pour cent des foyers ont une femme comme chef de famille, et cependant 61 % des femmes économiquement actives sont au chômage. Dans les partis politiques et les directions syndicales, les seuls postes réservés aux femmes étaient ordinairement ceux de rapporteur et de déléguée aux affaires féminines. Enfin, la femme salvadorienne était constamment victime de la violence domestique, de la violence de la rue et du harcèlement sexuel sur les lieux de travail.

H. Droit international humanitaire

110. Comme le faisait naguère le Représentant spécial, l'expert indépendant a consacré une sous-section de son rapport à l'Assemblée générale aux plaintes relatives à des violations du droit international humanitaire. Il précisait dans ce rapport qu'il agissait ainsi parce qu'il n'avait pas encore été mis fin officiellement au conflit même si l'on était entré dans une période de cessation des hostilités (A/47/596, par. 105). Il en va tout autrement au moment de la rédaction du présent rapport puisque, comme cela a déjà été précisé, la fin de la guerre a été officiellement proclamée le 15 décembre 1992. Il n'y a donc pas lieu de faire ici des observations particulières sur le droit international humanitaire.

111. L'expert indépendant doit cependant signaler le fait inquiétant que, d'après le rapport présenté au Conseil de sécurité par le Secrétaire général le 29 janvier 1992, la destruction de l'armement du FMLN, qui aurait dû être achevée au 15 décembre, n'avait pas encore été réalisée, bien que le FMLN se fût engagé à reprendre la destruction dudit armement le 22 janvier 1992 et à l'avoir terminée une semaine plus tard. C'est une inobservation, sur un point critique, des engagements pris dans le cadre des accords de paix, dont la gravité est d'autant plus grande que le FMLN conserve ainsi une partie de sa structure militaire après avoir obtenu le statut de parti politique légal en vertu des règles du jeu démocratique.

112. Il convient aussi de mentionner à ce sujet les progrès réalisés dans le domaine du rétablissement de l'administration publique dans les anciennes zones de conflit. L'expert indépendant a été informé par l'ONUSAL que l'activité administrative se normalise progressivement sur la base des accords passés grâce aux bons offices de la mission et que les maires regagnent peu à peu leur localité. Même si l'on a enregistré quelques incidents, les principaux problèmes qu'il a fallu affronter ont été d'ordre pratique ou matériel si bien que l'on peut espérer un retour rapide à la normale.

III. APPLICATION DES ACCORDS DE PAIX ET EXERCICE EFFECTIF DES DROITS DE L'HOMME

113. Compte tenu de l'ampleur que les violations de la dignité humaine ont prise en El Salvador, un des objectifs principaux du processus de négociations de paix engagé en avril 1990, dans le cadre de l'Accord de Genève, a été de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et de mettre en route des réformes structurelles pour que ceux-ci soient respectés et garantis par l'Etat.

114. L'application des accords de paix, à la lettre et dans leur esprit, ouvre une possibilité certaine, peut-être unique dans l'histoire du pays, de mettre à bas une structure qui a permis de très graves violations des droits de l'homme et une domination économique et sociale injuste dont a souffert la majeure partie du peuple salvadorien.

115. Dès le début des négociations, l'Accord de Genève a défini le but visé par les parties en cause : "mettre fin au conflit armé par la voie politique dans les délais les plus brefs, promouvoir la démocratisation du pays, garantir le respect intégral des droits de l'homme et réunifier la société salvadorienne" (Accord de Genève, par. 1). La complexité des accords et la longueur des négociations témoignent de la volonté des parties de trouver des solutions qui aillent au-delà d'une simple cessation des affrontements militaires par le biais de la réduction et la réforme des forces armées et du démantèlement du FMLN. Ainsi que l'a souligné le Président de la République à l'occasion de la signature de l'Accord de paix à Chapultepec, on assiste aujourd'hui en El Salvador non pas au rétablissement d'une paix préexistante, mais à l'instauration d'une paix authentique, fondée sur le consensus social, sur l'harmonie fondamentale des secteurs sociaux, politiques et idéologiques et, surtout, sur l'idée que le pays forme un tout sans exclusions d'aucune sorte. Les parties ont recherché une paix qui ne soit pas simplement la fin de la guerre, mais qui corresponde à un effort national commun visant à bâtir une nouvelle société où seraient supprimées les causes profondes du conflit.

116. La plus marquante de ces causes tient précisément à la non-observation systématique des droits de l'homme, qu'il s'agisse des droits civils et politiques ou des droits économiques, sociaux et culturels. C'est pourquoi, l'objectif visant à "garantir le respect intégral des droits de l'homme" est comme la clef de voûte de l'ensemble des accords conclus entre le Gouvernement et le FMLN, avec l'appui de vastes secteurs de la société salvadorienne.

117. Ainsi, l'Accord conclu à San José le 26 juillet 1990, tout en partant d'une conception très large de ce qu'il faut entendre par "droits de l'homme" 4/, a précisé certains problèmes prioritaires, qui appellent des actions et des mesures spécifiques pour éviter toute action ou pratique qui constitue une atteinte à la vie, l'intégrité physique, la sécurité et la liberté des individus, garantir pleinement la liberté et l'intégrité de l'individu, assurer l'efficacité des recours prévus au titre de l'amparo et de l'habeas corpus, garantir pleinement le droit de toute personne d'appartenir en toute liberté à des associations, et notamment respecter la liberté syndicale, garantir pleinement la liberté d'expression, répondre aux besoins urgents des personnes déplacées et des rapatriés, ainsi qu'à ceux des habitants des zones touchées par le conflit et reconnaître la nécessité de garantir l'exercice effectif des droits dans le domaine du travail (A/44/971-S/21541, annexe, par. 1 à 9).

118. Les accords font également mention des devoirs de l'Etat en ce qui concerne la garantie des droits de l'homme. Ces devoirs sont plus étendus que précédemment, puisqu'il est fait obligation à l'Etat d'assurer le respect efficace des droits de l'homme en employant tous les moyens dont il dispose, notamment les mécanismes appropriés et accessibles concernant la protection judiciaire et administrative, la prévention et l'enquête, lorsque cela sera nécessaire, pour établir la vérité, identifier des coupables et appliquer les sanctions correspondantes. Dans cet ordre d'idées, les accords envisagent de créer de nouveaux mécanismes de protection des droits civils et politiques, et redéfinir ceux qui existent pour qu'ils répondent mieux à l'objectif visé.

119. Les droits économiques, sociaux et culturels font l'objet de certaines dispositions des Accords de San José et de New York et d'un chapitre de l'Accord de paix signé à Chapultepec, le 16 janvier 1992.

120. L'ensemble des accords de paix aboutit à la mise en place de moyens divers dont le but est d'assurer le respect effectif des droits de l'homme dans le pays et de doter l'Etat salvadorien d'instruments qui lui permettent de s'acquitter, face à ses citoyens et à la communauté internationale, de son devoir de les faire respecter et de les garantir. Les accords prévoient la création ou le renforcement de moyens permanents à cet effet (A), comme par exemple le Bureau du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme, la police nationale civile et le système judiciaire. Ils ont également prévu certains organes et dispositifs spéciaux et transitoires (B), dont les uns ont pour objet de vérifier que les droits de l'homme seront respectés à l'avenir - telle est la fonction de l'ONUSAL en ce qui concerne l'Accord de San José - et d'autres de faire des enquêtes et des évaluations sur les violations commises dans le passé - ce qui est par exemple le rôle de la Commission de la vérité. Dans le domaine des droits civils et politiques, on a conclu également des accords qui ont pour but de maîtriser des situations

où la répétition des violations et leur gravité imposent des actions prioritaires et de supprimer les plus marquantes des causes généralement signalées comme sources de violations - tel a été un des buts fondamentaux des accords relatifs aux forces armées (C). Enfin, on a conclu des accords relatifs à d'autres droits de l'homme (D), à savoir les droits politiques et les droits économiques, sociaux et culturels. L'application de ces accords doit contribuer à garantir l'exercice effectif des droits de l'homme. On trouvera dans les paragraphes qui suivent quelques observations sur ces quatre types d'accords, accompagnées des vues de l'expert indépendant sur la manière dont ils sont effectivement mis en pratique.

A. Accords concernant les moyens permanents de protection des droits de l'homme

121. Comme on l'a déjà dit, la défense des droits de l'homme constitue en quelque sorte la clef de voûte de l'ensemble des accords de paix, de sorte que l'étude détaillée des conséquences de l'application de ces accords sur l'exercice effectif de ces droits - dont a été chargé l'expert indépendant - supposerait pratiquement une exégèse de la totalité des dispositions convenues, tâche que ce dernier n'est pas en mesure de mener à bien vu les ressources dont il dispose. Mieux vaut donc centrer l'analyse sur trois institutions qui figurent dans ces accords et jouent un rôle vital dans la mise en place d'une structure solide propre à assurer efficacement la protection des droits de l'homme en El Salvador. Deux de ces institutions ont été créées dans le cadre du processus de paix : le Bureau du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme et la police nationale civile. La troisième est le système judiciaire dont la réforme a été étudiée lors des négociations et qui a fait l'objet de plusieurs accords.

1. Le Procureur chargé de la défense des droits de l'homme

122. La réforme constitutionnelle issue des accords de Mexico du 27 avril 1991 et dûment approuvée par l'Assemblée législative, a créé la fonction de procureur chargé de la défense des droits de l'homme. L'Assemblée législative a approuvé la loi portant création du Bureau du Procureur le 20 février 1992 et a nommé titulaire M. Carlos Mauricio Molina Fonseca quelques jours après.

123. Le Procureur est chargé notamment des tâches suivantes : enquêter d'office ou à la suite d'une plainte sur les cas de violation des droits de l'homme; assister les victimes présumées de violations de droits de l'homme; exercer tous recours judiciaires ou administratifs; suivre de près la situation des personnes privées de liberté; faire des inspections; émettre des avis sur les projets de loi qui concernent l'exercice des droits de l'homme; promouvoir et proposer les mesures qu'il juge nécessaires pour prévenir les violations des droits de l'homme; formuler des conclusions et des recommandations en public ou en privé; établir et publier des rapports visant à faire connaître les droits de l'homme et en assurer le respect 5/.

124. La loi portant création de la fonction de procureur chargé de la défense des droits de l'homme comprend une définition large de ces droits 6/, ce qui permet de donner une grande portée aux attributions du procureur. Il y est en outre stipulé que le procureur doit agir en toute indépendance dans l'exercice

de ses fonctions et qu'il ne pourra être ni empêché ni limité par une autorité quelconque 7/. Il est assisté du procureur adjoint chargé de la défense des droits de l'homme et de plusieurs procureurs adjoints chargés de défendre diverses catégories de droits (droits de l'enfant, de la femme, des personnes du troisième âge et de l'environnement). Bien que la loi ne le prévoie pas, le Procureur, soucieux de donner une couleur sociale aux activités de son Bureau, a nommé un conseil consultatif composé de représentants de divers secteurs de la population.

125. Le Bureau du Procureur national a annoncé au début de juillet, par voie de presse, qu'il commencerait à exercer ses activités à compter du 27 juillet, et que celles-ci constitueraient un pas en avant sur la voie de la consolidation de la paix. Si ces activités n'ont pas pu commencer à la date annoncée, c'est, selon l'ONUSAL, que le budget du Bureau a été approuvé avec retard 8/. D'après les renseignements qu'il a donnés, le Procureur a réussi, grâce aux contributions qu'il a pu obtenir dans le cadre de la coopération internationale, à réunir à la fin de 1992 les moyens nécessaires au fonctionnement de cette institution.

126. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale (A/47/556, par. 131), l'expert indépendant indiquait que l'existence du Bureau du Procureur n'avait encore fait sentir ses efforts ni sur le plan social ni dans le traitement des questions relatives aux droits de l'homme et que le Bureau n'avait jamais encore été en mesure d'intervenir dans des situations et des cas - mentionnés dans les rapports de l'ONUSAL - où, malgré la persistance des violations des droits de l'homme, les responsables n'étaient ni identifiés ni poursuivis. Plusieurs organisations non gouvernementales ont informé l'expert indépendant qu'aucun changement appréciable à cet égard n'était intervenu à la date de la rédaction du présent rapport.

127. Il est essentiel que le Bureau du Procureur manifeste énergiquement sa présence de manière à être clairement perçu par la population comme un outil efficace lui permettant de faire valoir ses droits. El Salvador s'efforce d'en finir avec l'époque où le citoyen disposait souvent de moyens plus théoriques que réels de défendre ses droits. Si le Bureau n'exerce aucune influence dans la société, il est inévitable qu'il suscite le scepticisme de la population et pis encore que l'on voie en lui un organisme de plus impuissant, comme ceux qui l'ont précédé, à protéger le citoyen contre les abus de pouvoir.

128. A l'occasion de l'entretien que l'expert indépendant a eu avec lui lors de son deuxième séjour dans le pays, le Procureur a indiqué qu'il mettait tout en oeuvre pour que son Bureau puisse, le plus rapidement possible, s'acquitter pleinement de la tâche qui lui avait été confiée et qu'il avait déjà déployé une activité importante et féconde. Au 8 décembre 1992, il s'occupait de 974 affaires consécutives, le plus souvent, à des plaintes émanant de toutes les sphères de la société mais aussi parfois à des initiatives qu'il a prises *ès* qualités. Une procédure a été établie pour l'examen et le suivi des affaires, ce qui a permis de progresser dans la phase d'enquête, qui reste en définitive la plus délicate. Le Bureau a adressé à des juges et des maires ayant enfreint les normes relatives aux droits de l'homme plusieurs admonestations qui auraient été suivies d'effets. Le Procureur élabore également une réforme de la loi relative aux infractions punissables de peines

de police, instrument archaïque qui est à l'origine de nombreuses détentions arbitraires. L'institution a joué un rôle décisif dans le règlement de l'affaire d'Adolfo Aguilar Payés, exposée par l'expert indépendant dans son rapport à l'Assemblée générale (A/47/596, par. 90) ce qui a permis de tenir l'audience publique et a abouti à la libération du prévenu (voir plus haut, par. 94). Le Procureur s'est également déclaré convaincu que l'action qu'il doit mener pour protéger les droits de l'homme est d'autant plus efficace qu'elle est discrète et que sa mission n'est pas d'entrer en conflit avec d'autres organes de l'Etat.

129. L'expert indépendant est lui aussi d'avis que le Bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme n'a pas vocation à s'engager dans des affrontements de ce genre. Mais, comme il l'a précisé au Procureur, cela n'est en rien incompatible avec une information correcte de l'opinion publique sur les questions relatives aux droits de l'homme. De fait, le Procureur doit notamment "élaborer et publier des rapports" et "formuler des conclusions et des recommandations publiquement et en privé" 9/. Toucher l'opinion publique n'est pas seulement un moyen d'influer sur le respect et la garantie des droits de l'homme; c'est aussi une manière de faire connaître les résultats de l'action menée par le Bureau du Procureur dans l'exercice de ses fonctions. Aussi l'expert indépendant se permet-il de suggérer qu'à des dates fixes et prédéterminées, dont le choix ne devrait donc rien à la conjoncture politique, le Bureau du Procureur publie des rapports périodiques.

130. L'expert indépendant souhaiterait aussi souligner deux aspects dont la prise en compte contribuerait au prompt accomplissement de la tâche qui est confiée au Bureau du Procureur. Premièrement, il faudrait que le Bureau du Procureur entretienne une étroite coopération avec les organisations non gouvernementales qui mènent des activités dans le pays. Cette coopération, qui existe déjà avec quelques ONG, doit être approfondie et élargie dans un esprit de confiance mutuelle et sur la base du respect des spécificités institutionnelles. C'est aux ONG que s'adressent tout naturellement les victimes de violations des droits de l'homme pour faire connaître leur sort, et ces organisations ont acquis une grande expérience dont peut le Bureau du Procureur tirer parti, dans l'intérêt de toute la collectivité. Le second aspect a trait à l'organisation territoriale des services du Procureur et plus particulièrement à la mise en place d'antennes départementales et locales, comme l'envisage et l'autorise la Constitution. Même si le pays n'est pas très étendu, le fait que les services du Procureur soient concentrés dans la seule capitale constitue un obstacle - souvent insurmontable dans la pratique - pour les habitants des provinces qui auraient des droits à faire valoir auprès de ces services.

131. Le Procureur a demandé à l'expert indépendant des conseils sur certains points, dans le cadre du mandat conféré à l'expert par la Commission des droits de l'homme. A son tour, l'expert a présenté au Procureur un projet d'atelier de formation à l'intention du personnel d'encadrement et du personnel sur le terrain du Bureau du Procureur, projet qui pourrait être exécuté en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Institut interaméricain des droits de l'homme.

2. Police nationale civile

132. La police nationale civile a été instituée conformément à la réforme constitutionnelle stipulée par les Accords de Mexico; il s'agit d'un corps nouveau, avec une nouvelle organisation, de nouveaux effectifs, un nouveau cadre de formation et d'entraînement et de nouvelles règles de conduite. La police nationale civile doit être placée sous la direction exclusive de l'Autorité civile 10/.

133. Conformément à la loi organique de la police nationale civile, celle-ci "aura pour mission de protéger et de garantir le libre exercice des droits et des libertés individuels, de prévenir et de réprimer les délits de toute nature, d'assurer le calme dans le pays et la tranquillité, l'ordre et la sécurité publique, en zone urbaine et en zone rurale, dans le plus strict respect des droits de l'homme". Il s'agira du seul corps de police armé ayant compétence sur l'ensemble du territoire 11/.

134. Les parties ont défini les règles générales de conduite du nouveau corps, dans le cadre "des principes démocratiques, de la définition de la sécurité publique comme service assuré par l'Etat au bénéfice des citoyens et sans aucune considération politique, idéologique ou de situation sociale ni autre discrimination d'aucune sorte, du respect des droits de l'homme, de la volonté de prévenir les infractions et de la subordination du corps de police aux autorités établies par la Constitution"; elles ont également prévu que "la police nationale civile sera un corps professionnel, indépendant des forces armées et étranger à toute activité partisane" 12/.

135. Conformément aux accords de paix, la loi organique de la police nationale civile prévoit une organisation comprenant un directeur général, un inspecteur général, un sous-directeur général des opérations et un sous-directeur général de l'administration. Les divisions centrales ci-après relèvent du sous-directeur général des opérations : sécurité publique; instruction criminelle; surveillance des frontières; finances; armes et explosifs; protection des personnalités; environnement; et toute autre division créée par décision du Président de la République. Les divisions ci-après relèvent de l'autorité du sous-directeur général de l'administration : division des infrastructures, division de l'informatique, division de l'administration, division de logistique, division de la planification et du budget, ainsi que toute autre division créée sur décision du Président de la République (art. 4, 8, 10, 11 et 22).

136. La Division des finances a été placée sous la direction fonctionnelle du Ministère des finances, celle de l'environnement relève du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, et la Division des enquêtes criminelles a été placée sous la direction fonctionnelle du Procureur général de la République. Cette dernière présente un intérêt particulier; en effet, selon l'article 193-3 de la Constitution, il incombe au Procureur de diriger l'enquête par le biais d'un organisme chargé d'enquêter sur les infractions. La direction fonctionnelle qu'exerce le Procureur sur la Division des enquêtes criminelles de la PNC permet à cet organisme de disposer d'agents spécialisés de la police et évite la multiplication de corps de police armés ayant une compétence sur l'ensemble du territoire, interdite par la loi.

137. Les parties sont également convenues de créer l'Académie nationale de sécurité publique, chargée de sélectionner le personnel de la PNC et d'assurer son instruction à tous les niveaux, d'enquêter sur certaines questions relatives à la PNC et à la sécurité publique, de les étudier et de les faire connaître, et d'évaluer annuellement l'ensemble du personnel de la PNC 13/.

138. Les accords prévoient un régime transitoire complexe, soumis à un calendrier d'exécution. La période de transition a été estimée à 24 mois, à compter de l'admission à l'Académie nationale de sécurité publique du premier contingent d'agents de base, prévue pour le 1er mai 1992. Pendant la mise en place du dispositif de la PNC qui se fera de manière progressive comme prévu par le régime transitoire, la police nationale actuelle continuerait d'exercer ses fonctions en matière de sécurité publique. De même, pendant que seront formés les premiers cadres directeurs et exécutifs de la PNC, le Directeur général a été autorisé à créer des cadres provisoires, exclusivement pour la PNC, appuyés par des experts et des conseillers, dans le cadre d'un programme de coopération étroite et de supervision au niveau international, coordonnées par l'ONU. Enfin, il a été décidé que, dans les zones traditionnellement touchées par le conflit, la sécurité publique serait soumise à un régime spécial défini par le Directeur général de la PNC 14/.

139. Il a également été décidé de favoriser le recrutement de personnes n'ayant pas participé directement au conflit armé, sans préjudice du droit des ex-membres de la police nationale et des ex-combattants du FMLN à ne faire l'objet d'aucune discrimination. Il a été prévu que les ex-membres de la police nationale pourront intégrer l'Académie nationale de sécurité publique après évaluation de leur comportement par le Directeur général de la PNC, évaluation supervisée par la COPAZ et vérifiée par l'ONU, et dès lors qu'ils remplissent les conditions d'admission. Les ex-combattants du FMLN pourront être intégrés à condition qu'ils satisfassent aux critères et procédures d'admission que la COPAZ a fixés pour eux et qu'ils passent par l'Académie nationale de sécurité publique. Cependant, il a été expressément stipulé que la majorité des recrues devraient être sélectionnées parmi celles qui n'auraient pas participé directement au conflit armé et que le nombre des ex-combattants du FMLN ne serait pas supérieur à celui des ex-membres de la police nationale, et vice-versa. Il a également été convenu d'accorder une attention particulière au recrutement des femmes 15/.

140. La création et la mise en place des structures de la PNC selon les dispositions prévues par les accords de paix devraient permettre de mieux assurer le respect et la garantie des droits de l'homme dans le pays. Le caractère civil de ce corps, dont la principale fonction est de protéger et d'assurer le libre exercice des droits et les libertés individuelles, réhabilite la mission de la police dans une société démocratique. L'indépendance de la PNC par rapport à l'armée témoigne de l'idée démocratique qui a présidé à sa conception et permet de dépasser la doctrine selon laquelle la sécurité publique était placée sous la responsabilité des forces armées. Cette doctrine, qui est à l'origine de notions telles que celles "d'ennemi intérieur" et d'autres relatives à la soi-disant "sécurité nationale", a servi de fondement à d'innombrables abus contre les droits de l'homme en Amérique latine. Lorsque la PNC aura été mise en place, la dissolution de l'ancienne police nationale permettra d'établir des rapports entre les citoyens et le nouveau corps de police sur des bases de confiance elles aussi nouvelles.

Le fait que la PNC soit l'unique corps de police armé ayant compétence sur l'ensemble du territoire renforce la sécurité de l'individu, qui n'aura plus à craindre l'action d'autres forces de sécurité. La responsabilité confiée à la PNC, par le biais de la Division des enquêtes criminelles sous l'autorité du Procureur général de la République, d'enquêter sur les crimes et de réunir les preuves permettant d'identifier leurs auteurs, devrait être le moyen, comme le souhaitent les parties, de mettre un terme à l'impunité et de convaincre la population que les infractions commises et, en particulier, les violations contre les droits de l'homme, ne resteront pas impunies.

141. MM. José María Monterrey et José Mario Bolaños ont été désignés, respectivement, directeur général de la PNC et directeur général de l'Académie de sécurité publique. Les cours ont débuté le 1er septembre dans les locaux qui servaient à l'instruction de la police nationale (CETIPOL). Au moment de la rédaction du présent rapport, d'autres locaux sont remis en état afin d'accueillir de nouveaux élèves.

142. Pour la sécurité publique, un régime transitoire est appliqué. Sur les deux anciens corps de sécurité seule subsiste la police nationale vouée à disparaître deux ans après le début des opérations de déploiement de la PNC sur le territoire 16/. Dans les anciennes zones de conflit, on a mis en place un contingent de police spécial et transitoire, constitué d'étudiants de l'Académie placés sous la supervision étroite de la composante politique de l'ONUSAL, conformément au régime spécial défini par le Directeur de la PNC et dit de police auxiliaire provisoire (PAT). Selon les informations fournies par le Directeur, le déploiement a été bien reçu par la population des zones en question et il s'est effectué de façon satisfaisante dans les 12 postes de la PAT, qui couvrent 80 communes.

143. Au moment de l'établissement du présent rapport, une première promotion sortait de l'Académie nationale de sécurité publique et un groupe d'élèves des niveaux moyen et supérieur du nouveau corps, qui étudient à Porto Rico, obtenaient leur diplôme.

144. Cependant, les premières mesures concernant la police prises en application des accords se sont éloignées, sur certains points, des termes convenus. Certaines observations ont trait au personnel sélectionné pour le nouveau corps. Aux termes des accords, l'admission des candidats qui sont d'anciens membres de la police nationale doit faire l'objet d'une évaluation préalable par le Directeur de la PNC, sous la supervision de la COPAZ et le contrôle de l'ONU. Le Directeur de la PNC a fait savoir à l'expert indépendant que les autorités de la police nationale n'avaient pas transmis les dossiers correspondants avec la célérité voulue pour qu'il puisse être procédé à l'évaluation sans reporter les épreuves d'admission. Par ailleurs, selon les chiffres officiels concernant les admis, le nombre d'élèves ex-combattants du FMLN (498) était supérieur à celui des ex-agents de la police nationale (381), bien que selon des allégations non corroborées une partie du contingent recruté fût composée d'anciens membres des corps de sécurité publique dissous ayant dissimulé cette appartenance. On n'a pas pris non plus de mesures efficaces en vue de favoriser le recrutement des femmes, comme cela avait été convenu 17/.

145. L'influence que les militaires exercent sur les services de police n'a pas totalement disparu. Pendant un certain temps, deux conseillers militaires ont travaillé à l'Académie nationale de sécurité publique; à l'heure actuelle, ils n'y seraient plus. On a également admis, aux niveaux moyen et supérieur, des ex-agents d'anciens corps de sécurité publique autres que la police nationale, alors qu'aux termes des accords seuls les ex-membres de celle-ci pouvaient être intégrés à la PNC. Dans son rapport à l'Assemblée générale, l'expert indépendant s'est également inquiété de la situation délicate que connaissait actuellement la Division des enquêtes criminelles de la PNC. En effet, parallèlement à cette division, il était prévu de créer, sous l'égide du Bureau du Procureur général de la République, un "organisme d'enquête sur les infractions" à partir de la "commission d'enquête sur les faits délictueux", qui est dirigée par des officiers d'active et dont le personnel est composé en bonne partie aussi de militaires. Heureusement, avec l'aide de l'ONUSAL le 22 décembre 1992 les parties sont arrivées à un accord sur ce point qui prévoit une transition progressive pour intégrer, après évaluation préalable, le personnel des actuelles Commission d'enquête sur les faits délictueux et Commission de lutte contre les stupéfiants à la Division des enquêtes criminelles et à la Division de lutte contre les stupéfiants de la PNC.

146. Il est essentiel que la PNC soit constituée et mise en place selon le modèle établi dans les accords de paix. Celui-ci prévoit une police démocratique, moderne, intégrée, et non pas opposée, à la société civile; une police qui dans le cadre de la Constitution et des lois garantisse les droits civils et protège la vie et la propriété des Salvadoriens. Dénaturer la PNC ne signifierait pas seulement la perte d'un instrument nécessaire au bien commun, mais également le retour à un passé où les corps de sécurité publique étaient considérés, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, comme les responsables de graves et systématiques violations des droits de l'homme. L'expert indépendant se permet d'insister vivement sur la nécessité de poursuivre la mise en place du nouveau dispositif de police conformément aux critères définis dans les accords de paix et de saisir ainsi, dans les meilleures conditions, la possibilité qui s'offre actuellement au pays de disposer d'un corps de police correspondant au régime démocratique que la nation tout entière souhaite instaurer.

3. Système judiciaire

147. Dans ses rapports, le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a souligné à maintes reprises l'incapacité du système judiciaire salvadorien à garantir la légalité et à établir la responsabilité des auteurs de graves violations des droits de l'homme 18/. Au cours des négociations, les parties ont approuvé, au sujet du système judiciaire, des réformes qui n'ont été appliquées que partiellement et qui avaient pour objet de doter le pouvoir judiciaire d'une autonomie et d'une efficacité plus grandes.

148. Dans les Accords de Mexico du 27 avril 1991, les parties sont convenues de certaines réformes constitutionnelles pour : a) définir une nouvelle organisation de la Cour suprême de justice et un nouveau mode d'élection de ses magistrats, à la majorité des deux tiers des députés élus de l'Assemblée législative; b) attribuer annuellement au pouvoir judiciaire un pourcentage

du budget de l'Etat qui ne soit pas inférieur à 6 % des recettes courantes; c) créer la charge de Procureur national pour la défense des droits de l'homme, celui-ci ayant pour mission essentielle de promouvoir les droits de l'homme et de veiller à leur respect; et d) instituer l'élection, aux deux tiers des députés élus de l'Assemblée législative, du Procureur général de la République, de l'Avocat général et du Procureur national pour la défense des droits de l'homme. D'après les mêmes accords, la réforme du Conseil national de la magistrature, l'Ecole de formation judiciaire et la réforme de la loi sur la carrière judiciaire feront l'objet de lois particulières. Dans l'Accord de paix signé à Chapultepec le 16 janvier 1992, les parties ont réaffirmé leur engagement sur ces derniers points.

149. Les réformes ainsi convenues visent à corriger de nombreuses déficiences qui apparaissaient dans le système judiciaire. La première et la plus remarquée était le manque d'indépendance et d'autonomie réelle du pouvoir judiciaire. Les facteurs de conditionnement du système judiciaire se trouvaient dans la structure juridique même de l'Etat qui, en pratique, mettait le pouvoir judiciaire dans une situation de dépendance vis-à-vis des autres pouvoirs publics et, partant, des groupes politiques et sociaux présents dans ces pouvoirs.

150. La dépendance structurelle du pouvoir judiciaire se fondait sur deux caractéristiques au moins suffisantes pour conditionner l'action de la justice, à savoir le régime budgétaire et la manière dont étaient pourvues les charges judiciaires. Le budget du pouvoir judiciaire dépendait de décisions politiques du gouvernement et de l'Assemblée législative; la composition de la Cour suprême de justice dépendait également d'une décision politique de l'Assemblée; et, comme la Cour n'était pas seulement la plus haute juridiction mais qu'elle avait aussi la haute main sur l'administration judiciaire, l'activité des juges et des fonctionnaires judiciaires restait conditionnée par le pouvoir que la Cour exerçait sur eux.

151. Le pouvoir judiciaire est le seul des trois pouvoirs classiques de l'Etat qui, conformément à la Constitution, ne participe pas aux décisions finales relatives à l'approbation du budget : le pouvoir exécutif élabore un projet de budget (art. 167-3) et le pouvoir législatif l'approuve et le décrète (art. 131-8). Ce fait était significatif compte tenu de l'insuffisance notoire des ressources mises à la disposition du système judiciaire pour pouvoir accomplir sa mission avec dignité et efficacité. Qui pis est, le budget attribué à la justice représentait un pourcentage des dépenses publiques (2 % environ) comparable ou même inférieur à celui d'autres activités officielles dont l'importance qualitative est évidemment inférieure à celle que doit avoir l'administration de la justice dans un Etat de droit. En bref, le budget du pouvoir judiciaire dépendait des pouvoirs exécutif et législatif et ceux-ci, historiquement, n'avaient pas doté la justice des ressources nécessaires au financement adéquat de ses besoins.

152. Dans le régime antérieur à la réforme constitutionnelle issue des Accords de Mexico, les charges judiciaires étaient pourvues par la Cour suprême de justice dont les magistrats, à leur tour, étaient désignés par l'Assemblée législative pour un mandat de cinq ans au terme duquel ils pouvaient être confirmés ou remplacés. Comme le mandat de tous les magistrats commençait et se terminait à la même date et qu'on n'exigeait pas de majorité qualifiée pour l'élection, la composition de la Cour suprême dépendait du rapport de forces à l'Assemblée législative : il suffisait qu'un parti obtienne la majorité parlementaire pour qu'il puisse changer la totalité des magistrats et élire ceux qui leur étaient attachés.

153. Tous les juges - magistrats des chambres de deuxième instance, juges de première instance et juges de paix -, les médecins légistes et les employés de la Cour suprême étaient désignés et révoqués par celle-ci. Le Conseil national de la magistrature avait la faculté de proposer les candidats aux fonctions de magistrat des chambres de deuxième instance et de juge de première instance mais, d'après la loi, la moitié des membres de ce conseil étaient des magistrats de la Cour suprême 19/, si bien que les pouvoirs de la Cour suprême sur l'appareil judiciaire demeuraient intacts.

154. Le pouvoir judiciaire était donc conçu selon une structure verticale placée sous la dépendance de la Cour suprême de justice, laquelle avait le pouvoir non seulement d'annuler les jugements des tribunaux inférieurs mais aussi de désigner et de révoquer leurs membres. Ainsi, la dépendance structurelle de la justice était complète : le pouvoir judiciaire, en tant que tel, dépendait de la composition politique de l'Assemblée législative tous les cinq ans, et chaque juge en particulier perdait son indépendance devant le pouvoir absolu qu'avait la Cour suprême de justice vis-à-vis de lui. Qui plus est, aux termes de la Constitution, la Cour elle-même est compétente pour autoriser l'exercice de la profession d'avocat et pour suspendre ou déclarer incapables les juristes de profession (art. 182-12), ce qui restreint évidemment l'indépendance des avocats.

155. Dans le cadre structurel qui vient d'être décrit, il est facile de faire pression sur les juges. Un des éléments présents dans la conscience du juge au moment de rendre sa décision a trait aux amis ou ennemis qu'il se fera du fait de cette décision et aux conséquences favorables ou défavorables qui en découleront pour sa carrière. Souvent, il n'est même pas nécessaire que les facteurs externes qui influent structurellement sur le système judiciaire exercent concrètement leur pression. Leur présence diffuse et la réaction prévisible que provoquera une décision donnée suffiront pour que les conséquences d'un affrontement pèsent sur cette décision. Ce scénario n'est pas imputable aux juges, et il ne suffit pas d'un certain courage pour le corriger ou le dépasser. C'est ainsi que les choses se passent naturellement dans un cadre structurel tel que celui qui a été décrit. Dès lors que le statut qui régit le juge l'invite à des loyautés différentes de celle qu'il doit à sa charge et à sa fonction, la justice est prête à se disloquer.

156. Une autre critique souvent faite à la justice tient à son inefficacité. Elle est lente et peu sûre, non seulement à cause des pratiques susmentionnées mais aussi faute de préparation du personnel judiciaire. La formation judiciaire a été déficiente; en pratique, aucun centre de formation du

personnel judiciaire n'a fonctionné, et on n'a pas appliqué de programme de perfectionnement professionnel du juge. L'Etat n'a pas d'instance d'où émanent des réflexions sur la justice et où se crée une véritable conscience judiciaire.

157. Les juges ont été mal rémunérés, ce qui les a amenés à se dévouer moins à l'exercice de leur charge et à se consacrer par ailleurs à d'autres activités lucratives. D'autre part, pour certains postes de juge, on n'exigeait pas le titre d'avocat; c'était le cas des juges de paix et des juges d'application de l'habeas corpus. Le personnel d'appui des tribunaux n'a pas reçu non plus l'entraînement nécessaire pour accomplir efficacement son travail.

158. Les réformes du système judiciaire dont il a été convenu dans les accords de paix visent à pallier ces maux de la manière suivante.

159. D'après la réforme constitutionnelle (art. 172, in fine), "le pouvoir judiciaire disposera annuellement d'un budget qui ne sera pas inférieur à 6 % des recettes ordinaires de l'Etat". On a établi un régime transitoire pour atteindre ce but de manière "graduelle, progressive et proportionnelle" dans un délai maximum de quatre ans. Comme le Président de la Cour suprême de justice l'a fait savoir à l'expert indépendant, on a déjà atteint un budget de l'ordre de 3,2 % des recettes ordinaires totales de l'Etat. Cela a permis d'entreprendre la construction de tribunaux, d'accroître les investissements dans le domaine de l'informatique et d'acquérir des véhicules automobiles pour les juges.

160. Il est clair que cette réforme est un pas en avant vers l'indépendance du pouvoir judiciaire, dont le budget ne dépendra pas de la volonté politique des pouvoirs exécutif et législatif. Cependant, elle ne suffit pas, à elle seule, à mettre fin à la dépendance structurelle de la justice. Si les autres facteurs devaient continuer d'agir, nous serions en présence d'un pouvoir judiciaire riche mais non pas autonome.

161. La réforme constitutionnelle a modifié le mode d'élection des magistrats de la Cour suprême de justice. L'Assemblée législative reste compétente à cet égard mais la désignation exige maintenant une majorité qualifiée des deux tiers. Les magistrats exerceront dorénavant leurs fonctions pendant neuf ans, ce qui leur donne une plus grande indépendance vis-à-vis d'une Assemblée législative dont le mandat est de trois ans seulement. De plus, les magistrats ne seront pas élus tous à la fois mais renouvelés par tiers tous les trois ans, ce qui évitera de subordonner la composition de la Cour à la composition politique de l'Assemblée législative à un moment donné. Enfin, l'élection se fera sur une liste de candidats établie par le Conseil national de la magistrature, la moitié des candidats devant être présentés par les associations représentatives des avocats d'El Salvador et la liste devant représenter les plus importants courants de la pensée juridique. Cette réforme diminue la discrétion politique de l'Assemblée dans le choix des magistrats et introduit des éléments de contrôle externe, y compris celui de l'opinion publique, sur les élections (art. 186). Il s'agit évidemment de réformes dont l'application correcte permet d'envisager des résultats positifs.

162. La réforme constitutionnelle a aussi prévu qu'il faudra avoir le titre d'avocat pour pouvoir être juge de paix (art. 180). Cela a permis de promouvoir une réforme de procédure - qui, d'après les renseignements donnés à l'expert indépendant, doit encore être approuvée - en vertu de laquelle l'instruction des causes pénales sera confiée aux juges de paix et non aux juges de première instance comme c'était le cas jusqu'à présent. Cette réforme permettra de multiplier le nombre des juges d'instruction et de séparer la phase d'instruction de la décision de première instance, et il devrait en résulter une plus grande objectivité et une plus grande célérité dans l'administration de la justice pénale. Sa mise en oeuvre devra néanmoins être strictement surveillée, car il existe un risque de distorsion de la fonction des juges de paix.

163. On a établi l'incompatibilité entre la qualité de juge et l'exercice de la profession d'avocat ou de notaire ainsi que d'autres charges publiques. Cette réforme, jointe à celle du régime budgétaire, devrait aboutir à ce que les juges se consacrent complètement à l'exercice de leur ministère.

164. Les attributions de la Cour suprême de justice en tant qu'organe chargé de la direction administrative du système judiciaire ont été quelque peu diminuées. La Cour reste compétente pour désigner les juges, mais elle doit maintenant les désigner sur une liste de trois noms que proposera le Conseil national de la magistrature. Cependant, elle garde intact son pouvoir de les révoquer, de connaître de leur démission et de leur accorder leur licence. Cette réforme a été timide et insuffisante pour remédier au caractère vertical des structures judiciaires.

165. L'expert indépendant doit souligner qu'il n'est pas souhaitable d'avoir dans le système judiciaire une structure verticale qui place le juge sous la dépendance administrative du tribunal qui doit connaître de ses décisions en appel. Si le juge est conscient de ce que sa nomination et surtout sa révocation dépendent de la Cour suprême, il tendra inévitablement à se soumettre à l'influence de celle-ci, que cette influence s'exerce directement ou implicitement. L'indépendance de la justice n'exige pas seulement la séparation organique du pouvoir judiciaire des autres pouvoirs publics, mais aussi l'indépendance individuelle de chaque juge en particulier, qui doit pouvoir juger les causes dont il a à connaître en fonction de ce qui est allégué et prouvé au cours du procès, selon sa conviction et sa conscience et sans être influencé par des éléments extérieurs à l'affaire.

166. L'expert indépendant a reçu diverses plaintes selon lesquelles le Président de la Cour suprême de justice aurait exercé une influence sur certains juges pour qu'ils accomplissent ou s'abstiennent d'accomplir certains actes. Confronté à ce problème au cours de l'entretien que l'expert indépendant a eu avec lui, le Président de la Cour a signalé qu'en principe cette allégation était dépourvue de tout fondement. Il a remis à l'expert indépendant la copie d'une circulaire demandant aux juges de ne pas tenir compte des appels ou pressions émanant prétendument de la Cour et de porter à la connaissance de la présidence toute situation éventuelle de cette nature. Il a néanmoins reconnu que, dans certains cas, des circonstances historiques s'étaient présentées qui l'avaient amené à suivre certaines affaires pour mettre les juges à l'abri de pressions politiques, la majorité d'entre eux

n'étant pas préparés à affronter une conjoncture politique déterminée. En tout cas, il a déclaré que, même dans des situations de ce genre, il ne faisait que des suggestions et ne prétendait rien imposer. L'expert indépendant considère que même s'il s'agit de cas exceptionnels liés à certaines circonstances historiques, de telles situations confirment son opinion quant aux effets négatifs que la capacité hiérarchique d'influencer le juge exerce sur l'indépendance complète que la fonction exige.

167. Parmi les questions pour lesquelles les parties ont convenu de s'en remettre au législateur figurait la structure du Conseil national de la magistrature, qu'elles ont convenu de définir à nouveau pour que le Conseil "soit composé de manière à assurer son indépendance à l'égard des organes de l'Etat et des partis politiques et qu'il comprenne, non seulement des juges, mais aussi des représentants des secteurs de la société qui ne sont pas directement liés à l'administration de la justice". Dans l'Accord de paix signé à Chapultepec le 16 janvier 1992, les parties ont réaffirmé "ce dont elles sont convenues dans les Accords de Mexico, à savoir que le Conseil national de la magistrature doit être composé de manière à assurer son indépendance à l'égard des organes de l'Etat et des partis politiques ...". Conformément à l'Accord de New York, elles ont renvoyé la question à la Commission nationale pour le raffermissement de la paix (COPAZ) pour qu'elle prépare un avant-projet de loi approprié.

168. Cependant, comme l'a appris l'expert indépendant, la COPAZ n'a pas réussi à préparer l'avant-projet. La Cour suprême de justice a présenté son propre projet, et deux organisations non gouvernementales, le Centre d'études juridiques et le Centre d'études pour l'application du droit, ont également préparé des avant-projets. La question a fait l'objet d'un large débat, qui a mené à l'adoption d'une loi approuvée par consensus.

169. La nouvelle loi relative au Conseil national de la magistrature présente certains aspects positifs. On doit souligner d'abord la définition expresse du Conseil comme un organe indépendant, conformément aux accords de paix. S'agissant de la composition du Conseil, on a bien fait de limiter dans la loi les pouvoirs qu'aurait l'Assemblée législative si la Constitution était directement appliquée, afin que les membres du Conseil soient élus librement; en effet, l'Assemblée devra choisir entre les candidats figurant sur diverses listes 20/. Malheureusement, la loi n'a pas repris l'idée avancée dans les accords de faire siéger au Conseil des "représentants des secteurs de la société sans lien direct avec l'administration de la justice".

170. La loi est porteuse, par ailleurs, d'une contradiction dangereuse qui risque de dénaturer le principe de l'indépendance du Conseil dans la mesure où elle confère à la Cour suprême de justice un pouvoir disciplinaire à l'endroit des membres du Conseil, qui peuvent être entre autres destitués pour "juste motif" (art. 11 et 49). Ce point est préoccupant, car l'accumulation de pouvoirs disciplinaires à l'endroit des juges et avocats a été l'un des éléments ayant affecté l'indépendance de ceux-ci et renforcé le caractère vertical du système judiciaire. Si l'on y ajoute la faculté de prendre des sanctions contre les membres du Conseil national de la magistrature, il est évident que ce vice de structure va s'accroissant, surtout si l'on tient compte du sens imprécis des termes "juste motif". En outre, si le Conseil est

indépendant de la Cour suprême de justice et que la nomination de ses membres relève de l'Assemblée législative, il ne semble pas logique que la Cour ait compétence pour les destituer. Le problème tient probablement à ce que dans l'avant-projet soumis à l'Assemblée législative par la Cour suprême de justice, qui semble avoir servi de base à la discussion, le Conseil national de la magistrature était conçu comme étant "affecté au pouvoir judiciaire"; ce point de vue n'a pas été suivi par l'Assemblée qui, néanmoins, n'a pas privé la Cour de son pouvoir disciplinaire. Cela était compatible avec le sens de l'avant-projet, mais pas avec celui de la loi finalement approuvée. L'expert indépendant a soumis le problème à la COPAZ, qui a fait savoir que les lois adoptées en application des accords de paix dans les jours ayant précédé le 15 décembre 1992 étaient issues de décisions prises avec une certaine hâte, compte tenu de la date limite fixée pour la cessation des hostilités (*supra.*, par. 38). Les membres de la COPAZ se sont dits prêts à revoir la question; l'expert indépendant les y engage vivement, dans la mesure où il s'agit d'un problème important.

171. Tant dans les Accords de Mexico que dans l'Accord final de paix, les parties sont convenues que l'Ecole de formation judiciaire fonctionnerait sous la responsabilité du Conseil national de la magistrature et que "son objectif est de garantir l'amélioration continue de la formation professionnelle des juges et autres fonctionnaires de justice, ainsi que celle des membres du ministère public; d'étudier les problèmes judiciaires du pays et de leur chercher des solutions; et de promouvoir des liens de solidarité plus étroits entre les magistrats et une vision d'ensemble cohérente de la fonction judiciaire dans l'Etat démocratique". Il a aussi été convenu que la direction et l'organisation de l'Ecole devraient assurer son indépendance académique et son ouverture aux divers courants de la pensée juridique.

172. De l'avis de l'expert indépendant, un centre d'études comme celui-là présente une importance capitale pour le renforcement du système judiciaire et sa consolidation en tant que pouvoir autonome de l'Etat. L'un des objectifs qu'il est indispensable d'atteindre - ce qui prendra sans aucun doute un certain temps - est l'élaboration d'une nouvelle éthique judiciaire. Il est essentiel que chaque juge et le pouvoir judiciaire dans son ensemble aient une vision cohérente et solidaire de la fonction de la justice dans un Etat de droit et que leur comportement en tant que corps obéisse exclusivement aux règles qui découlent d'une telle conception. Cela exige une réflexion et une discussion permanentes sur la problématique judiciaire, démarche qui doit naturellement s'effectuer par la voie de l'Ecole de formation judiciaire telle qu'elle a été conçue dans les accords de paix.

173. Un autre point qui a fait l'objet d'un accord au cours des négociations de paix a trait à la carrière judiciaire. Il a été convenu de s'en remettre au législateur du soin de veiller à ce que l'admission à la carrière judiciaire se fasse par le biais de mécanismes garantissant l'objectivité de la sélection, l'égalité de chances entre les candidats et la compétence des candidats sélectionnés. Ces mécanismes comprendront des concours et le passage par l'Ecole de formation judiciaire. Il faut pour cela modifier la loi de 1990 sur la carrière judiciaire. Cette modification est intervenue en décembre 1992, mais d'après les renseignements reçus par l'expert indépendant,

il ne s'agirait que d'une décision de forme pour édicter une loi nouvelle avant le 15 décembre; en effet, le débat devait reprendre plus longuement immédiatement après cette date, ce qui a déjà été entrepris sous l'égide de la COPAZ.

174. Les réformes du système judiciaire issues des accords de paix représentent sans aucun doute un progrès par rapport à la situation antérieure. Cependant, de l'avis de l'expert indépendant, il reste encore beaucoup à faire pour régler complètement certains problèmes que le système judiciaire présente encore. Il est évident que la structure verticale de l'appareil judiciaire affecte la liberté d'esprit du juge et l'indépendance des avocats. A court terme, il n'y a pas de solution facile à ce problème, qui est lié à celui des attributions constitutionnelles de la Cour suprême de justice. Des lois spécifiques peuvent permettre de réglementer ces attributions et d'établir certaines limites et conditions pour leur exercice, mais on ne peut pas les priver d'effets. C'est un point que les Salvadoriens devront prendre en compte le jour où ils décideront souverainement de procéder à une nouvelle révision de leur constitution politique.

B. Mesures spéciales en vue d'assurer le respect
et la défense des droits de l'homme

175. Les accords de paix contiennent, on l'a vu, de nombreuses dispositions qui ont pour objet d'assurer que les droits de l'homme sont reconnus et respectés. Certaines mesures ont un caractère spécial et transitoire et ont été conçues pour résoudre des problèmes ponctuels qui se sont posés au cours des négociations ou pour être appliquées pendant la période de vérification par l'ONU des engagements pris par les parties.

1. Mission de vérification des Nations Unies
en matière de droits de l'homme

176. Dans l'Accord de San José, signé le 26 juillet 1990, il avait été décidé de constituer une Mission de vérification des Nations Unies en matière de droits de l'homme. Pour des raisons administratives, cette mission a été intégrée dans les structures - plus importantes - de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL), dont elle constitue maintenant une division; elle est donc désignée dans le présent document sous le nom de Division des droits de l'homme de l'ONUSAL.

177. La Division est entièrement habilitée à s'informer de la situation des droits de l'homme en El Salvador telle qu'elle ressort de faits ou événements survenus depuis sa création et à prendre toute initiative qu'elle estime utile pour faire reconnaître et respecter ces droits. Elle peut, notamment, recevoir des communications ou des plaintes; se rendre en tout lieu ou dans tout établissement sans restriction et sans avis préalable; siéger librement en tout point du territoire national; s'entretenir librement et confidentiellement avec toute personne ou tout groupe, ou tout membre de n'importe quel organisme ou institution; recueillir, par les moyens qu'elle juge appropriés, tout renseignement qu'elle estime pertinent; présenter des recommandations aux parties, et informer régulièrement le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, par son intermédiaire, l'Assemblée générale (voir A/44/971-S/21541, annexe, par. 13 et 14).

178. Aux termes de l'Accord de San José, la vérification de l'état des droits de l'homme ne devait commencer qu'à la cessation des hostilités (A/44/971-S/21541, annexe, par. 19). Toutefois, à la demande des deux parties, il a été décidé d'entamer ce processus le 26 juillet 1991, soit un an après la signature de l'Accord et un peu plus de six mois avant l'entrée en vigueur effective du cessez-le-feu le 1er février 1992 21/. Dans ces circonstances, la Mission n'a pas eu une tâche aisée, la violence et la polarisation des éléments armés étant beaucoup plus marquées que ce qu'on avait prévu au moment de sa création.

179. Le premier Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a été le juge Philippe Texier (France), qui avait accepté cette fonction pour un an et n'a pas souhaité l'occuper plus longtemps, motivant son départ par le fait que, bien que la Division ait obtenu certains résultats, les causes structurelles à l'origine des violations des droits de l'homme persistaient et ne disparaîtraient pas avant longtemps. Depuis octobre 1992, la Division est dirigée par un juriste latino-américain, Diego García Sayán (Pérou).

180. Au moment de l'établissement du présent document, la Division des droits de l'homme avait présenté au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies cinq rapports dans lesquels étaient formulées un certain nombre de recommandations, qui sont commentées ci-après.

2. La Commission de la vérité

181. Dans le cadre des Accords de Mexico signés le 27 avril 1991, les parties sont convenues de créer une commission de la vérité, composée de trois personnes désignées par le Secrétaire général de l'ONU, après consultation des parties. C'est ainsi qu'ont été nommés pour constituer cet organe MM. Belisario Betancur (Colombie), Thomas Buergenthal (Etats-Unis d'Amérique) et Reinaldo Figueredo (Venezuela). M. Betancur a été élu président de la Commission.

182. La Commission est chargée d'enquêter sur les graves actes de violence commis depuis 1980, qui ont laissé de profondes empreintes dans la société et pour lesquels la vérité doit être au plus vite établie et portée à la connaissance du public. Elle doit donc prendre en considération :

a) La gravité intrinsèque des faits, leurs caractéristiques et leurs répercussions, ainsi que l'ébranlement qu'ils ont causé dans la société;

b) La nécessité d'inspirer confiance dans les changements positifs que doit entraîner le processus de paix et de favoriser l'évolution vers la réconciliation nationale.

183. Dans l'Accord de paix signé à Chapultepec le 16 décembre 1992, les parties, reconnaissant la nécessité de faire la lumière sur toute allégation d'impunité mettant en cause des cadres de l'armée et de redresser la situation, en particulier s'il y a eu atteinte aux droits de l'homme, ont décidé de s'en remettre à la Commission de la vérité pour l'examen de telles affaires et la suite à leur donner. Elles ont déclaré expressément que ces dispositions étaient "sans préjudice du principe - reconnu au même titre par

les parties - selon lequel les faits de cette nature, indépendamment du secteur auquel appartiennent leurs auteurs, doivent, pour l'exemple, être soumis aux tribunaux, afin que les responsables fassent l'objet des sanctions prévues par la loi" 22/.

184. La Commission de la vérité a également une fonction dans le cadre de la loi de réconciliation nationale adoptée le 23 janvier 1992. Cette loi amnistie tous les auteurs d'infractions politiques ou de délits de droit commun connexes, de même que les auteurs de délits de droit commun commis par un groupe d'au moins 20 personnes; elle exclut cependant de son champ d'application des personnes qui, selon les informations dont dispose la Commission, auraient participé depuis 1980 à de graves actes de violence ayant laissé de profondes empreintes dans la société et pour lesquels la vérité doit être au plus vite établie et portée à la connaissance du public (art. 6).

185. La Commission doit aussi recommander les dispositions d'ordre juridique, politique ou administratif que peuvent appeler les résultats de son enquête, par exemple des mesures destinées à empêcher certains faits de se reproduire ou des initiatives favorisant la réconciliation nationale.

186. La Commission a toute latitude pour décider de son mode de fonctionnement et organiser ses travaux; la phase prévue pour la collecte de l'information s'est officiellement achevée le 13 janvier 1993. La Commission a annoncé qu'elle remettrait aux parties et au Secrétaire général son rapport final, avec ses recommandations, le 11 février 1993. Les parties se sont engagées à appliquer ces recommandations, le Secrétaire général étant chargé de publier le rapport.

187. Les fonctions attribuées à la Commission de la vérité à la fois par les Accords de Chapultepec et par la loi de réconciliation nationale répondent aux exigences du processus de paix et à l'attente nourrie depuis longtemps par la société civile. D'une part, la Commission est habilitée à enquêter sur les actes de violence particulièrement graves portant atteinte à la dignité humaine et à formuler des recommandations de divers ordres. Par ailleurs, les Accords et la loi lui reconnaissent un rôle important dans le redressement de l'impunité. Ainsi, ses travaux, même aussi limités qu'ils sont dans leur champ et dans le temps, permettront peut-être de faire la lumière sur des événements qui sont restés occultés en raison de l'insuffisance des moyens d'enquête habituels et de donner aux tribunaux la possibilité d'intervenir comme le commandent les faits qui auront été établis. La réconciliation nationale ne pourra être édifiée sur des bases solides qu'une fois ces conditions remplies. Il faudra aussi que s'amorce une nouvelle réalité politicojuridique dans laquelle les violations des droits de l'homme et autres formes de violence politique à l'encontre des personnes ne restent pas impunies ou sans réparation, mais au contraire donnent lieu à une action efficace et rapide des pouvoirs publics, avec enquête sur les faits, identification des coupables, sanctions et redressement des faits délictueux. C'est pourquoi il est important que les parties adoptent, en accordant à la question toute l'importance qu'elle mérite, les recommandations formulées par la Commission de la vérité et soient prêtes à les mettre immédiatement et intégralement en application, en respectant les conditions sur lesquelles elles se sont engagées.

C. Accords relatifs aux forces armées

188. Parmi les mesures les plus notables visant à supprimer les causes de violations des droits de l'homme, il faut mentionner la refonte de l'armée, prévue dans la Réforme constitutionnelle adoptée à Mexico le 27 avril 1991 et dans l'Accord de Chapultepec signé le 16 janvier 1992. La mise en oeuvre de tous les accords relatifs aux forces armées aura nécessairement un effet positif sur l'exercice effectif des droits de l'homme en El Salvador. La mission de l'armée se ramène à défendre la souveraineté de l'Etat et l'intégrité du territoire. La Réforme constitutionnelle, ainsi que tous les accords ayant trait à la doctrine et à l'instruction des forces armées, mettent l'accent sur la subordination de l'institution militaire aux autorités civiles, conformément aux principes qu'impliquent l'Etat de droit, la primauté de la dignité de la personne humaine et le respect de ses droits.

189. Contrairement aux dispositions de la Constitution révisée, qui conférait à l'armée une fonction permanente et générale de maintien de l'ordre intérieur et de la sécurité publique, la Réforme constitutionnelle n'autorise l'intervention des forces armées à cet effet qu'à titre tout à fait exceptionnel, une fois épuisés tous les moyens ordinaires, sur décision expresse du Président de la République et sous le strict contrôle des organes législatifs, qui peuvent décider à tout moment de l'interruption de ces mesures exceptionnelles (art. 168-12).

190. Selon cette nouvelle conception, le système d'instruction des forces armées doit être renforcé, pour incorporer entre autres aux plans et programmes d'étude, "outre les matières techniques proprement militaires, des études d'ordre scientifique et humaniste orientées vers une formation complète de l'individu, propre à donner aux étudiants les moyens de participer activement à la vie des institutions nationales et à favoriser des rapports toujours harmonieux avec la société civile, ainsi que leur réinsertion normale dans cette dernière" 23/.

191. Il a été décidé d'épurer l'armée dans le cadre du processus de paix, après l'évaluation de tous ses membres par une commission ad hoc 24/. Les conclusions de la Commission sont commentées dans une autre section du présent rapport (voir par. 244 à 250).

192. Il a été également décidé de réduire les forces armées "de façon que leurs effectifs soient adaptés aux fonctions qui leur sont assignées par la Constitution, dans le cadre de la réforme constitutionnelle découlant des Accords de Mexico". Le Gouvernement a présenté le plan et le calendrier de réduction au Secrétaire général de l'ONU, qui en vérifie l'exécution. Il a fait savoir que le processus serait achevé à la mi-février 1993, c'est-à-dire avant l'échéance prévue. Parallèlement à la réduction des forces armées, il a été décidé de dissoudre les corps spéciaux connus sous le nom de "bataillons d'infanterie d'intervention immédiate" (BIRI). Au moment de l'établissement du présent rapport, les bataillons Bracamonte, Belloso, Atlacatl et Atonal avaient été démobilisés. La démobilisation du dernier bataillon (Arce) devrait coïncider avec l'achèvement du processus de réduction des forces armées. Le décret relatif à la dissolution de la Défense civile a également été

promulgué et une nouvelle loi sur le service militaire et la réserve a été adoptée, remplaçant les dispositions qui régissaient précédemment le Service territorial et le recrutement forcé.

193. Une autre disposition qui revêt une importance particulière est la dissolution de tous les corps de sécurité publique qui, dans l'ancienne organisation, étaient rattachés à l'armée. Pour deux de ces corps - la Garde nationale et la police anticontrebande - la mesure a déjà été officiellement prise. Les parties ont prévu d'incorporer les effectifs de ces corps dans l'armée. Le troisième corps de sécurité publique - la police nationale - gardera provisoirement ses attributions en matière de sécurité publique durant le déploiement progressif de la police nationale civile créée par les accords de paix, comme on l'explique dans une autre partie du présent rapport. Il est prévu que, dans certaines conditions, les membres de l'ancienne police nationale pourront, après évaluation, être incorporés dans la PNC.

194. Toujours dans le cadre des dispositions relatives aux forces armées, il a été décidé de dissoudre la Direction nationale du renseignement et de créer à la place un Organisme de renseignement d'Etat, subordonné au pouvoir civil sous l'autorité directe du Président de la République 25/.

195. On ne donne pas tout son sens à la décision prise en application des accords en vue de la suppression de la Direction nationale du renseignement (DNI) et de son remplacement par l'Organisme de renseignement d'Etat (OIE). En effet, bien que cette disposition ait pris officiellement effet et que l'on ait désigné comme Directeur de l'entité nouvellement créée M. Mauricio Sandoval, il n'y a eu, en pratique, aucun transfert de fonctions ni de moyens matériels de la Direction à l'Organisme. Le Directeur a fait savoir à l'expert indépendant qu'on ne lui avait pas transmis les archives, le matériel et les autres éléments nécessaires à sa fonction, qui auraient été placés sous la garde des autorités militaires. On n'a pas d'informations non plus sur le personnel de la Direction dissoute, aucun des anciens membres de celle-ci n'ayant demandé son intégration dans le nouvel organisme après évaluation de ses antécédents, comme le prévoient les accords 26/, ou fait jouer la disposition de l'accord relative aux indemnités 27/. Par ailleurs, un "bataillon de renseignement militaire" serait en voie de reconstitution au sein des forces armées. Cet ensemble d'éléments a amené certains milieux à penser - comme ils l'ont confié à l'expert indépendant - que la suppression de la Direction nationale du renseignement et la création de l'Organisme de renseignement d'Etat n'existaient que sur le papier des textes officiels, mais que l'ancien organisme continuait d'opérer selon d'autres modalités, tandis que le nouveau ne serait pas organisé et ne pourrait pas s'acquitter de ses fonctions d'ici longtemps.

196. Dans l'Accord de Chapultepec, d'importantes mesures préventives sont envisagées pour empêcher l'action des groupes illégaux, connus sous le nom d'"escadrons de la mort", qui ont commis des crimes atroces portant atteinte à la dignité humaine. Une de ces mesures consiste à réglementer les services de sécurité privés. Il a ainsi été convenu de réglementer les activités de tous les groupes, entités ou personnes qui assurent des services de sécurité ou de protection à des particuliers, des entreprises ou des institutions publiques, afin de garantir la transparence de ces activités et leur rigoureuse subordination à la légalité et au respect des droits de l'homme 28/.

A cet effet, les parties se sont mises d'accord sur le texte d'un avant-projet de loi qu'elles ont soumis à la COPAZ 29/. D'autres dispositions de l'Accord de paix vont dans le même sens, comme celles qui prévoient l'interdiction des entités paramilitaires et la dissolution de la Défense civile 30/, ou encore l'annulation des permis de port d'armes à l'usage exclusif des forces armées délivrés à des particuliers et la récupération immédiate de ces armes 31/.

197. La récupération des armes aux mains des particuliers, qui représente un risque permanent et croissant pour la vie et la sécurité de la population, est également en suspens; il est notoire que des armes de guerre sont utilisées dans des actes de violence considérés par les autorités comme relevant du droit commun. Il faudrait s'attacher en priorité à remédier à cette situation, mais compte tenu de l'ampleur du problème, il n'est pas facile d'obtenir des résultats immédiats. Un programme de récupération des armes comme celui qui s'impose actuellement en El Salvador exige des efforts énormes et des ressources matérielles importantes. Voilà encore un domaine où la coopération internationale peut être utile.

198. La loi qui doit réglementer les activités de tous les groupes, entités ou personnes qui assurent des services de sécurité ou de protection n'a pas encore, elle non plus, produit ses effets. De même, bien que la Défense civile et le Service territorial aient été officiellement dissous, selon des témoignages des anciens membres de ces corps seraient toujours armés et continueraient de procéder à des arrestations, munis de mandats des tribunaux (voir par. 81 et 82). Il est donc indispensable de faire un effort supplémentaire pour que toutes les dispositions de l'Accord de paix de Chapultepec relatives aux entités paramilitaires soient intégralement appliquées 32/.

199. Bien que la question ne soit pas expressément prévue dans les accords de paix, selon des renseignements transmis par le Ministre de la défense, un programme d'instruction et de formation en matière de droits de l'homme à l'intention des forces armées aurait été entrepris en 1992, dans le cadre d'un effort régional concerté mené sous la direction de l'Institut interaméricain des droits de l'homme et avec l'aide de la Communauté économique européenne.

D. Autres accords relatifs aux droits de l'homme

200. Les accords portent également sur d'autres droits de l'homme. S'agissant des droits politiques, il est prévu de réformer le système électoral 33/. Des accords ont également été conclus en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels 34/.

1. Droits politiques

201. Dans les Accords de Mexico, les parties sont convenues de créer une commission spéciale qui serait placée sous la direction du nouveau tribunal suprême électoral et serait chargée d'étudier la réforme générale du système électoral. Cependant, l'organe antérieur, à savoir le Conseil central des élections, a établi un projet de réforme législative qu'il a renvoyé à l'Assemblée. En vertu de l'Accord de paix signé à Chapultepec, la COPAZ était

censée désigner la commission spéciale susmentionnée qui étudierait l'avant-projet de réforme du Code électoral ainsi établi. La COPAZ a donc désigné une sous-commission spéciale électorale, qui a établi un avant-projet de réformes. Le nouveau Code a été définitivement approuvé à l'unanimité le 8 janvier 1993 par les partis représentés à l'Assemblée législative.

202. La tenue des élections de 1994 sera sans doute un événement sans précédent dans le pays. Pour la première fois, toutes les forces politiques et tous les courants idéologiques pourront briguer les suffrages dans un climat de coexistence démocratique. L'appui à ce processus et au fonctionnement du tribunal suprême électoral, sur le plan interne comme à travers la coopération internationale, doit être considéré comme un élément prioritaire.

203. Le tribunal suprême électoral a sollicité l'aide du PNUD pour élaborer un projet permettant de régler les divers problèmes que pose l'identification des électeurs. Une mission technique électorale des Nations Unies, dirigée par M. Horacio Boneo, s'est rendue dans le pays du 13 au 23 août 1992 et a présenté son rapport le 25 du même mois. De même, le tribunal se propose de mener un programme d'assistance technique pour l'organisation de ces élections avec le Centre de conseil et de promotion électorale (CAPEL) du système interaméricain.

204. La question de la participation politique du FMLN, envisagée dans l'Accord de paix signé à Chapultepec 35/ est étroitement liée à ce qui précède. Le 30 septembre 1992, le FMLN a déposé devant le tribunal suprême électoral sa demande de légalisation en tant que parti politique; cette légalisation a été accordée le 14 décembre 1992.

2. Droits économiques, sociaux et culturels

205. Dans l'Accord de paix signé à Chapultepec, les parties ont déclaré ce qui suit : "Le développement économique et social durable du pays est l'une des conditions nécessaires de la réunification de la société salvadorienne au sein d'une démocratie. Réciproquement, la réunification de la société salvadorienne et une cohésion sociale toujours plus forte sont indispensables au développement du pays. C'est pourquoi, dans la série d'accords visant à mettre fin définitivement au conflit armé en El Salvador figure une plate-forme de base constituée par des engagements pris en vue de faciliter le développement au bénéfice de toutes les couches de la population" 36/.

206. Il a été décidé de prendre des mesures pour régler le problème agraire et assurer le transfert légal de terres à des paysans et à des petits agriculteurs sans terre qui sont définis par la loi comme étant les bénéficiaires de la réforme agraire. A cette fin, il a été décidé d'allouer à ces derniers les terres dont la superficie excède la limite de 245 hectares fixée par la Constitution; les terres que l'Etat a la possibilité d'acheter; et les terres qui appartiennent à l'Etat, à l'exclusion de réserves forestières. En ce qui concerne ces dernières, la préférence sera donnée "aux anciens combattants des deux parties qui en feront librement la demande, qui seraient d'origine rurale de tradition agricole et qui ne seraient à aucun titre détenteurs de terres" 37/.

207. De même, il a été décidé de maintenir le régime foncier actuel dans les zones de conflit jusqu'à ce que soit trouvée une solution légale satisfaisante au problème du régime foncier définitif. Il a été prévu que "sauf dans les cas particulièrement complexes, le Gouvernement salvadorien légaliserait de façon définitive le régime foncier des terres situées dans les zones de conflit dans un délai de six mois à compter de la signature du cessez-le-feu, en octroyant des titres de propriété individuelle ou collective, selon le cas" 38/.

208. Comme cela a déjà été signalé dans le présent rapport, l'application des accords concernant l'allocation des terres est un des problèmes les plus difficiles qui se soient posés dans le cadre des négociations. Des plaintes ont été déposées contre le gouvernement pour non-respect des engagements pris et contre le FMLN, pour occupation de terres. C'est là une question qui est étroitement liée aux causes du conflit armé dont a souffert le pays et qu'il faut impérativement régler si l'on veut rétablir la justice sociale et, partant, la stabilité dans le pays.

209. Dans son rapport du 25 novembre 1992 au Conseil de sécurité (S/24833, par. 53), le Secrétaire général a précisé que la complexité du problème foncier, qui a retardé l'application des accords, a deux causes. La première est inhérente à la sensibilité économique, politique et sociale de cette question dans des pays comme El Salvador, qui ont une économie essentiellement agricole et où les terres sont peu abondantes et inégalement réparties, alors que la population, déjà très dense, augmente rapidement. La seconde tient au fait que les accords de paix ne font qu'exprimer en termes généraux des compromis globaux réalisés durant les négociations et appelés à être précisés durant la phase d'application.

210. Le 13 octobre 1992, le Secrétaire général a présenté aux deux parties une proposition de solution au problème foncier, qu'elles ont rapidement acceptée. Aux termes de cette proposition, le nombre total de bénéficiaires ne dépassera pas 47 500 - 15 000 anciens combattants des forces armées, 7 500 anciens combattants du FMLN et environ 25 000 occupants de terres dans les anciennes zones de conflit -, le transfert des terres aux anciens combattants des deux parties au conflit et aux occupants actuels se fera selon un programme en trois phases et le gouvernement garantit que les détenteurs actuels ne seront pas expulsés des terres qu'ils occupent. A la fin de novembre 1992, l'Assemblée législative a approuvé un décret spécial suspendant durant 60 jours toute expulsion de paysans occupant des terres dont ils ne sont pas propriétaires.

211. La signature le 31 octobre 1992, par le gouvernement et le FMLN, en présence de l'ONUSAL, d'un accord sur la transmission de deux propriétés de l'Etat à leurs occupants actuels et à d'anciens combattants du FMLN a marqué officiellement le début du processus de transfert des terres : 560 hectares de terres des domaines de Guajoyo et d'El Gran Sasso (département de San Vicente) ont été attribués; l'allocation de terres s'est poursuivie ensuite à Suchitoto. Toutefois, plusieurs mesures supplémentaires doivent encore être prises pour définir les droits individuels avant que l'on procède officiellement à la transmission légale et à l'établissement des titres de propriété.

212. Il convient de signaler que les ressources financières actuellement disponibles permettraient seulement d'allouer des terres à 40 % des bénéficiaires. Les terres à répartir sont en grande partie propriété privée, si bien qu'elles doivent être achetées au prix du marché et payées comptant; aussi la bonne marche du processus exige-t-elle le concours d'organisations internationales et régionales ainsi que de donateurs bilatéraux.

213. D'autre part, le Centre de technologie agropastorale dispense actuellement des cours de formation aux techniques de production agropastorale et à la gestion des exploitations à 390 anciens combattants des forces armées et à 194 anciens combattants du FMLN, l'objectif étant de faciliter leur réinsertion dans la vie civile et dans la population active du pays. Par ailleurs, 2 748 combattants démobilisés ont reçu des outils agricoles.

214. Néanmoins, de nouvelles occupations de terres dans les anciennes zones de conflit, dont certaines sont dues à d'anciens combattants du FMLN, ont créé de nouvelles tensions; les anciens combattants affirment qu'ils ne font que revenir sur des terres où ils avaient travaillé avant de se rassembler dans les zones de conflit. L'intervention de l'archevêque de San Salvador et de l'ONUSAL a évité, en octobre 1992, un affrontement - qui aurait pu compromettre le cessez-le-feu - entre les nouveaux occupants et un contingent de forces de police formé de troupes fraîchement démobilisées. Au début de décembre 1992, des membres de la Coopérative Santa Anita de Usulután ont fait savoir à l'ONUSAL qu'un groupe d'anciens combattants du FMLN prétendait occuper 945 hectares appartenant à la coopérative.

215. Malgré certains retards, les processus de vérification de l'inventaire des terres et de transmission progressent à un rythme raisonnable. Il reste encore à approuver l'avant-projet de code agraire et à achever les phases de légalisation de la détention de terres dans les anciennes zones de conflit et de transfert des terres dont la superficie excède la limite de 245 hectares, ainsi qu'à mener à bonne fin les programmes d'urgence pour la réinsertion des anciens combattants du FMLN.

216. Les accords prévoient également la création d'un forum de concertation économique et sociale, auquel participeront, sur un pied d'égalité, les secteurs gouvernemental, ouvrier et patronal, et qui aura pour objectif de mettre au point un ensemble d'accords portant sur tous les aspects du développement économique et social du pays, au bénéfice de tous ses habitants. Un tel mécanisme paraît viable et adapté à la conjoncture actuelle. Toutefois, le secteur privé n'est venu à faire partie du forum qu'avec un retard considérable par rapport à la date prévue dans le calendrier fixé par les parties et, d'après les renseignements recueillis par l'expert indépendant, les seuls accords réalisés à ce jour ont trait aux méthodes de travail. Plusieurs organisations non gouvernementales ont fait savoir à l'expert indépendant, lors de son deuxième séjour dans le pays, que la lenteur du démarrage des activités du forum économique et social tenait au fait que gouvernement et entrepreneurs préfèrent recourir à la négociation et aux solutions bilatérales avant de faire appel au forum; ils ont également exprimé la crainte que la lenteur des travaux de cet organe de concertation ne crée un sentiment de frustration au sein des forces sociales du pays.

217. Il reste encore à donner effet aux accords relatifs aux privatisations et aux programmes d'aide sociale. Les représentants de plusieurs organisations non gouvernementales se sont accordés à souligner la nécessité de promouvoir l'accès des travailleurs à la propriété des entreprises privatisées, ainsi que de promulguer des lois antimonopole. Il reste également à octroyer des facilités institutionnelles aux systèmes privés de coopération externe, en encourageant les activités des organisations internationales et nationales non gouvernementales compétentes et en adoptant des mesures législatives et administratives qui facilitent la coopération externe directe, officielle aussi bien que privée.

218. Les plans d'assistance d'urgence pour le premier contingent de personnel démobilisé du FMLN sont entrés en application avec un certain retard. La mise en oeuvre partielle des programmes d'urgence pour le deuxième contingent a commencé au début d'octobre 1992, et les programmes destinés au troisième contingent ont été entrepris au début de novembre 1992. Le gouvernement n'a pas encore défini de programmes à long terme de réinsertion, à l'intention des anciens combattants handicapés, mais le programme à court terme est entré en vigueur. Le gouvernement a élaboré à la date prévue des programmes à moyen terme pour la réinsertion des anciens combattants dans la vie civile, mais les méthodes d'exécution demandent encore à être mises au point. La COPAZ doit terminer l'élaboration d'un avant-projet de loi portant création de programmes à long terme d'assistance médicale aux anciens combattants handicapés et garantissant l'intégration des invalides au Programme de reconstruction nationale.

219. Il faut aussi donner plein effet aux accords relatifs à l'établissement de programmes à moyen terme concernant la satisfaction de la demande de crédit du secteur agropastoral et des micro et petites entreprises, la participation des micro et petits entrepreneurs aux portefeuilles de créances des banques commerciales, l'octroi de bourses de formation et de perfectionnement, le perfectionnement des anciens combattants à vocation urbaine, l'aide aux anciens combattants à vocation rurale pour le développement de cultures de substitution, la construction de logements et la participation des organisations représentatives des micro et petites entreprises, de la petite production paysanne, des coopératives et du secteur agricole en général à la formulation des politiques du Fonds de garantie agropastorale, du Fonds de financement et de garantie pour la petite entreprise (FIGAPE), de la Fédération des caisses de crédit (FEDECREDITO) et du BFA. Le manque de moyens financiers pour l'exécution de ces accords continue de poser un grave problème. Les organismes nationaux de crédit et de financement doivent cependant commencer sans délai à accorder, dans la mesure du possible, des crédits à des anciens combattants des deux parties pour les aider à monter leur propre entreprise. Ces prêts et crédits doivent être assortis de conditions spéciales, conformément aux dispositions du Plan de reconstruction nationale.

220. Pendant son deuxième séjour en El Salvador, l'expert indépendant a été informé que le Programme de reconstruction nationale bénéficiait déjà à 1 800 000 personnes, dont des anciens combattants des forces armées et du FMLN, des rapatriés, des personnes déplacées et d'autres personnes touchées par le conflit. Il a appris également que le Secrétariat national de la reconstruction nationale et le Fonds de financement et de garantie pour la

petite entreprise (FIGAPE) avaient alloué 68 millions de colones au financement de micro-entreprises créées par d'anciens combattants et que la Banque interaméricaine de développement avait estimé à 1,3 milliard de dollars des Etats-Unis les crédits nécessaires à la mise en oeuvre du Plan de reconstruction nationale pendant la période 1993-1997.

IV. APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

221. En vertu du mandat qui lui a été assigné, l'expert indépendant doit également examiner l'application, par les deux parties, des recommandations contenues dans le rapport final du Représentant spécial, de celles formulées par la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador et de celles émanant des commissions créées dans le cadre du processus de négociation.

A. Recommandations contenues dans le rapport final du Représentant spécial

222. Dans son rapport final (E/CN.4/1992/32), le Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme en El Salvador a invité les parties avec la plus grande insistance "à appliquer scrupuleusement les accords conclus, afin de parvenir le plus rapidement possible à une réconciliation complète et durable de toutes les composantes de la société salvadorienne" (E/CN.4/1992/32, par. 141). Par ailleurs, le Représentant spécial a recommandé spécifiquement aux autorités constitutionnelles de la République d'El Salvador :

"a) De prendre des mesures pour empêcher toutes menaces et manoeuvres d'intimidation psychologique à l'encontre de certains secteurs de la population;

b) De poursuivre la réforme judiciaire et la mise en place d'un service d'enquête pénale efficace, qui relève directement du pouvoir judiciaire;

c) De poursuivre la réforme agraire et les autres réformes structurelles, requises pour améliorer les conditions de vie de la population."

223. Les observations contenues dans le présent rapport montrent que les recommandations du Représentant spécial n'ont été que partiellement suivies d'effet. Des aspects particulièrement importants des accords de paix, comme l'épuration de l'armée, n'ont pas été aussi scrupuleusement appliqués que le demandait le Représentant spécial. A cet égard, les situations décrites ici montrent que la pratique consistant à proférer des menaces de mort se poursuit, sans que des mesures soient prises pour y mettre un terme, et que les médias sont même librement utilisés dans ce but (voir par. 64 à 69 et 104). Il est également fait référence dans le présent rapport au système judiciaire; à cet égard, les quelques réformes qui ont été proposées ne sont guère suffisantes pour régler le problème structurel qui affecte l'ensemble de l'appareil judiciaire. Quant à la politique en matière d'enquête sur les délits, l'expert indépendant se félicite de la décision prise à cet égard de coordonner les travaux du Procureur général et ceux de la police nationale civile et exprime l'espoir que cette coordination permettra l'application concrète des accords de paix relatifs à cette question (voir par. 145).

De même, la mise en oeuvre des arrangements proposés par le Secrétaire général en matière d'allocation de terres se poursuit - ce qui représente un progrès - conformément à la formule que le représentant spécial avait recommandée et dont les parties en El Salvador avaient accepté les modalités d'application.

B. Recommandations formulées par la Mission d'observation
des Nations Unies en El Salvador

224. L'Accord de San José relatif aux droits de l'homme établit que la Mission de vérification des Nations Unies en El Salvador peut formuler des "recommandations à l'intention des parties, en se fondant sur les conclusions qu'elle aura formulées à partir des cas ou des situations qu'il lui aura été donné d'examiner" 39/. De leur côté, les parties se sont engagées à donner suite, sans délai, aux recommandations qui leur auront été faites par la Mission 40/.

225. Toutefois, cet engagement politique sans équivoque ne signifie pas que les recommandations formulées par la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) aient été effectivement appliquées. Dans ses rapports, la Mission a demandé à maintes reprises aux parties de lui faire part des mesures prises par elles pour appliquer ses recommandations A/46/876-S/23580, par. 174; A/46/935-S/24066, par. 57; A/46/955-S/24375, par. 107 et 108. Le 7 janvier 1992, la Mission a demandé par écrit aux deux parties de l'informer de la suite donnée à ses recommandations. Le FMLN a répondu à cette demande le 27 avril 1992. En ce qui concerne le gouvernement, l'expert indépendant a été informé que le Président de la République avait donné des instructions pour que l'application desdites recommandations reçoive toute la priorité voulue et pour que l'on sollicite à cette fin l'aide de l'ONUSAL.

226. La Mission a fait observer que ses recommandations avaient été appliquées "de façon ponctuelle, plutôt que systématique", ce qui avait permis de régler certaines affaires (A/46/955-S/24375, par. 108), mais qu'elles ne s'étaient pas traduites par des changements qualitatifs reflétant la volonté de l'Etat, exprimée par des directives précises et un comportement constant (A/46/955-S/24375, par. 112). Le Directeur de la Division des droits de l'homme a informé l'expert indépendant qu'il préparait une analyse concernant chacune des recommandations adressées au gouvernement, assortie de propositions en vue de leur application, et que, à l'avenir, il veillerait à ce que ses recommandations soient formulées de manière à ne laisser aucun doute quant aux mesures à prendre pour les appliquer. L'expert indépendant espère vivement que cette initiative du Directeur de la Division des droits de l'homme donnera des résultats tangibles car, comme il l'a signalé dans son rapport à l'Assemblée générale et comme il l'indique dans les paragraphes qui suivent, l'application des recommandations de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador laisse beaucoup à désirer.

227. L'ONUSAL a formulé, à maintes reprises, des recommandations concernant le droit à la vie, à l'intégrité et à la sûreté de la personne. Dans son troisième rapport (A/46/876-S/23580, par. 28 et suiv.), la Mission a fait observer que le non-respect systématique par le Gouvernement salvadorien des normes du droit international, qui stipule l'engagement de prévenir des

comportements tels que les exécutions sommaires ou arbitraires, d'ouvrir des enquêtes sur de tels comportements, de les juger et de les sanctionner, engage la responsabilité du gouvernement, qu'il existe ou non des accusations ou des preuves concernant l'implication directe, par action ou par omission, de fonctionnaires gouvernementaux dans lesdites exécutions. La Mission a recommandé que les principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/162 en date du 15 décembre 1989, soient appliqués.

228. Dans son cinquième rapport (A/46/955-S/24375, par. 90 et 92), le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a recommandé de doter la police nationale des moyens matériels nécessaires pour qu'elle s'acquitte de ses fonctions et de faire en sorte qu'elle procède avec tout le zèle professionnel voulu à des enquêtes satisfaisantes. Il a également recommandé que les juges utilisent les pouvoirs d'enquête conférés par la loi et améliorent la coordination avec la police nationale. De même, la Mission a jugé essentiel de renforcer l'autonomie et l'indépendance du ministère public et recommandé de ne pas perdre de vue les principes directeurs des Nations Unies applicables au rôle des magistrats du parquet, en particulier ceux qui concernent leur rôle dans la procédure pénale.

229. A cet égard, la Mission a recommandé que les magistrats jouent un rôle actif dans l'engagement des poursuites pénales et dans l'instruction et que le Procureur général de la République utilise à cette fin tous les moyens mis à sa disposition par les textes relatifs à l'organisation judiciaire et nomme, par exemple, des commissions spéciales (art. 193 (7) de la Constitution de la République) si cela est nécessaire pour faire la lumière dans certaines affaires. La Mission a également recommandé d'établir un registre des personnes dont la mort n'est pas imputable à des causes naturelles.

230. Egalement dans le cinquième rapport, la Mission déclare que, malgré toutes ces dispositions, "il est préoccupant que les institutions ne se soucient pas davantage d'assurer la protection du droit à la vie, à l'intégrité physique et à la sûreté de la personne" et qu'il "n'a pas été réalisé de progrès marquants dans les investigations sur les atteintes au droit à la vie ..." (par. 110).

231. En ce qui concerne les menaces de mort, le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a souligné la nécessité de protéger efficacement les victimes de telles menaces et de prendre des mesures pour mettre fin à ces pratiques, comme le stipulent les principes adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/162 du 15 décembre 1989. En particulier, le Directeur a recommandé d'adopter des dispositions permettant d'identifier les auteurs de feuilles volantes signées par des organisations apparemment clandestines et d'approuver une réglementation interdisant la diffusion par la radio ou la télévision de messages comportant des menaces, sans pour autant remettre en cause la liberté de la presse (par. 94). Ces recommandations n'ont pas encore été appliquées.

232. La Mission a recommandé d'établir des mécanismes simples et souples qui permettent aux personnes qui dénoncent des cas de disparitions forcées de

connaître rapidement l'endroit où se trouve l'intéressé. Elle a recommandé instamment que des mesures soient prises d'urgence pour mettre fin à la pratique des enlèvements (par. 95 et 96).

233. En ce qui concerne la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Mission a recommandé, dans tous les cas où il y a lieu, d'engager une procédure pour enquêter sur les faits, et sanctionner les responsables (par. 97).

234. La Mission a déclaré ceci : "Il ne peut être affirmé que la torture, les disparitions forcées ou les enlèvements constituent actuellement des pratiques systématiques. Mais cette évolution encourageante ne signifie cependant aucunement que l'état de droit soit fermement et définitivement rétabli. Les détentions illégales et arbitraires se poursuivent et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants continuent d'être infligées." (par. 113).

235. Dans ses rapports, le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a également formulé de nombreuses recommandations concernant le respect de la légalité, notamment en matière pénale, ce qui, d'après les informations communiquées à l'expert indépendant, est loin d'être toujours le cas. Ses recommandations étaient notamment les suivantes :

a) Les juges de première instance devraient procéder personnellement aux actes de l'instruction dans tous les cas qui suscitent une vive émotion dans le public, et notamment dans les cas d'atteinte au droit à la vie. Dans les cas de décès consécutifs à des violences survenues dans des conditions douteuses, il faut que le juge fasse immédiatement un constat oculaire, que l'état du corps soit examiné et qu'il soit procédé à une autopsie convenable (par. 90);

b) Les juges ne devraient accorder aucune valeur aux déclarations faites dans une atmosphère d'intimidation et sous quelque forme de coercition que ce soit. En outre, un contrôle plus strict devrait être exercé sur les lieux de détention administrative, grâce à des visites périodiques et à la vérification des registres (A/46/935-S/24066, par. 48 et 49);

c) Il faudrait que soit strictement appliquée l'interdiction de la mise au secret et que soit garanti à tout détenu le droit de communiquer promptement avec un avocat et, en tout cas, dans un délai de 48 heures à compter de son arrestation ou de sa mise en détention. Par ailleurs, des dispositions spéciales devraient être prises pour assurer la formation des défenseurs publics (par. 50 et 51);

d) La police ne devrait recourir à la détention provisoire d'une durée maximum de 72 heures que lorsque cela est strictement nécessaire en raison de la gravité du fait et des difficultés de l'enquête. De même, les juges ne devraient utiliser le délai maximum dont ils disposent pour enquêter (également 72 heures) avant de se prononcer sur la détention provisoire ou la mise en liberté que lorsque cela est strictement nécessaire et n'ordonner la détention provisoire que lorsque cette mesure est indispensable pour assurer la présence de l'intéressé au procès ou pour éviter des difficultés lors de l'instruction (par. 49 et 52);

e) Les juges devraient faire le nécessaire pour respecter les délais légaux concernant la durée de l'instruction des affaires pénales et s'assurer que celle-ci ne dépasse en aucun cas un laps de temps considéré comme raisonnable. De même, les juges devraient respecter les délais prévus en ce qui concerne le procès, depuis l'ouverture de la procédure jusqu'au prononcé et à la notification du jugement, lequel doit être ferme et définitif (par. 53);

f) L'indépendance et l'autonomie du ministère public devraient être renforcées. Les magistrats du parquet doivent jouer un rôle actif dans l'engagement des poursuites et dans l'instruction des affaires. Le Procureur général de la République devrait utiliser tous les moyens mis à sa disposition par les textes juridiques, y compris celui de nommer des commissions spéciales, si cela est nécessaire pour faire la lumière dans certaines affaires (par. 47).

236. Le Ministère de la justice a informé l'expert indépendant que, conformément à une politique qui avait été décidée antérieurement et qui n'était pas directement liée aux recommandations de l'ONUSAL, il avait été mis au point, dans le cadre du programme "d'appui technique juridique à la réforme de la législation", un ensemble de 20 avant-projets de loi destiné à garantir le respect des droits de l'accusé en matière pénale. Ces avant-projets avaient été renvoyés à l'Assemblée législative qui n'avait encore approuvé que la loi relative à l'assistance judiciaire et à la défense publique ainsi que la réforme éliminant l'obligation de consulter la juridiction supérieure, afin d'accélérer la procédure judiciaire. Etaient en instance d'approbation d'autres réformes, comme celle tendant à enlever toute valeur de preuve aux aveux extrajudiciaires et celles relatives à la suppression de la présomption de culpabilité et à la décriminalisation du vol et de la fraude entre parents proches. L'approbation de cet ensemble de réformes se heurtait, d'après le Ministre de la justice, à l'opposition de l'opinion publique, irritée par l'augmentation de la délinquance.

237. La Mission a également formulé diverses recommandations qui impliquent des réformes législatives, à savoir :

a) Elaboration d'un projet de loi spécial qui permette d'établir l'état civil des personnes n'ayant plus de papiers d'identité du fait du conflit et qui facilite aussi l'obtention de la carte d'identité (A/46/876-S/23580, par. 168);

b) Introduction d'une réforme tendant à enlever toute valeur de preuve aux aveux extrajudiciaires (A/46/935-S/24066, par. 48);

c) Introduction d'une réforme tendant à abréger la durée maximum de la détention administrative (par. 49);

d) Modification du Code de procédure pénale, moyennant une réforme de la législation, en vue d'y incorporer des dispositions garantissant à l'inculpé le droit de communiquer immédiatement avec son défenseur, sa famille, ses proches ou des organisations humanitaires (par. 52);

e) Modification de la législation relative à la mise en liberté (ibid.).

238. L'Assemblée législative a adopté, le 24 mars et le 1er avril 1992 respectivement, la "loi spéciale transitoire relative à l'établissement de l'état civil des personnes demeurées sans papiers à cause du conflit" (décret 205) et la "loi relative à la reconstitution des archives de l'état civil" (décret 204). En adoptant ces lois, l'Assemblée législative appliquait la recommandation de l'ONUSAL concernant la régularisation de la situation des personnes dépourvues de papiers, ce que le Directeur de la Division des droits de l'homme a signalé dans son cinquième rapport comme étant un fait positif (A/46/955-S/24375, par. 102). Le Ministre de l'intérieur a informé l'expert indépendant que l'application de ces dispositions avait permis, à ce jour, de régulariser la situation d'environ 300 000 personnes. On avait reconstitué 1 178 registres et 293 810 actes de l'état civil. 53 764 actes de l'état civil avaient été enregistrés et l'on avait délivré 18 766 cartes d'identité à des adultes et 6 199 à des mineurs.

239. L'expert indépendant a été informé que, conformément à la politique décrite au paragraphe 236, le Ministère de la justice avait terminé un avant-projet de loi tendant à exclure les aveux extrajudiciaires comme preuve dans une procédure pénale. Cet avant-projet était en instance d'approbation. Toutefois, de l'avis du Ministre, une telle approbation serait sans doute superflue, dans la mesure où la loi relative à l'assistance judiciaire et à la défense publique, déjà en vigueur, réglait le problème des aveux extrajudiciaires.

240. Lors de visites d'inspection effectuées simultanément dans de nombreux lieux de détention provisoire connus sous le nom de "bartolinas" (cachots), la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a constaté un certain nombre de situations incompatibles avec le respect des droits de l'homme. C'est ce qui a amené la Division à créer, en liaison étroite avec les autorités de la police nationale, un groupe de travail chargé de rechercher les moyens de remédier à cet état de choses. C'est ainsi qu'ont été adoptées de nouvelles normes applicables aux détentions ordonnées par la police. D'après les informations que l'expert indépendant a reçues du Directeur de la Division des droits de l'homme, l'application de ces normes aurait entraîné, au moins dans un premier temps, une diminution sensible des violations des droits de l'homme liées à la détention arbitraire.

241. En ce qui concerne le droit international humanitaire, l'ONUSAL a formulé diverses recommandations que l'expert indépendant a commentées dans son rapport à l'Assemblée générale mais qu'il n'y a pas lieu de reproduire ici, étant donné que le conflit armé a définitivement cessé (par. 72).

C. Recommandations formulées par les commissions créées dans le cadre du processus de négociation

1. Commission nationale pour le raffermissement de la paix

242. Parmi les commissions créées par les accords de paix, la Commission nationale pour le raffermissement de la paix (COPAZ) est celle qui possède les attributions les plus étendues. La COPAZ est un mécanisme qui permet

à la société civile de participer au processus de transformation lié aux négociations et de contrôler ce processus 41/. Cette commission comprend deux représentants du gouvernement, dont un membre des forces armées, deux membres du FMLN et un membre de chacun des partis politiques ou coalitions représentés à l'Assemblée législative. L'archevêque de San Salvador et un délégué de l'ONUSAL participent en tant qu'observateurs. Les parties ont pris l'engagement d'appliquer les recommandations de la Commission.

243. Pendant la plus grande partie de l'année 1992, le fonctionnement de la Commission a été entravé par le manque d'infrastructure et par une certaine tendance du gouvernement et du FMLN à conclure des accords hors de son sein. Cependant, à partir des derniers mois de l'année, la Commission a commencé à déployer une grande activité, en particulier à rédiger divers avant-projets de loi, parmi lesquels il convient de mentionner l'avant-projet de loi électorale et l'avant-projet de loi organique relative à la juridiction militaire. L'expert indépendant a reçu des plaintes d'un certain nombre de membres de la Commission. D'après ces derniers, malgré l'engagement pris de respecter les recommandations de la Commission, l'Assemblée législative aurait modifié divers projets adoptés par celle-ci.

2. Commission ad hoc

244. Une commission ad hoc, désignée par le Secrétaire général en consultation avec les parties, a été chargée de l'épuration des forces armées et notamment de l'évaluation de ses effectifs. Elle était composée de MM. Reynaldo Galindo Pohl, Abraham Rodríguez et Eduardo Molina Olivares, ainsi que de deux fonctionnaires désignés par le Président de la République, qui ont pu participer uniquement à ses délibérations. Elle disposait de trois mois pour présenter son rapport et ses conclusions, lesquelles pouvaient "préconiser entre autres le changement d'affectation et, le cas échéant, la réduction du personnel évalué". Après avoir demandé une prorogation d'un mois, elle a remis son rapport, qui est resté confidentiel, au Président de la République et au Secrétaire général le 22 septembre 1992. Selon ce qui avait été convenu, le gouvernement disposait d'un mois à partir de cette date pour adopter les décisions administratives répondant aux conclusions de la Commission et d'un mois supplémentaire pour les mettre en application. Néanmoins, comme il a déjà été indiqué dans le présent rapport (voir par. 38), le démantèlement de la structure militaire du FMLN n'ayant pas eu lieu à la date prévue dans les accords (31 octobre 1992), le gouvernement a aussi suspendu la mise en oeuvre de diverses mesures concernant les forces armées, dont l'épuration. C'est ainsi qu'au nombre des arrangements nécessaires pour mettre fin au conflit armé, il a fallu synchroniser les dates prévues pour certaines mesures parmi lesquelles : a) les décisions administratives nécessaires pour l'application des recommandations de la Commission ad hoc (29 novembre); b) le démantèlement de la structure militaire du FMLN (15 décembre); c) la mise en application des recommandations de la Commission (31 décembre).

245. Le rapport de la Commission ad hoc remis au Président de la République et au Secrétaire général étant resté confidentiel, la tâche de ce dernier concernant la vérification de l'application des recommandations est d'une importance capitale. Le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité,

le 23 décembre 1992, que "les décisions administratives devant être prises à propos de l'application des recommandations de la Commission ad hoc ont été présentées ponctuellement par le gouvernement" (S/25006, par. 3 d)).

246. Toutefois, le 9 janvier 1993, le Secrétaire général s'est adressé à nouveau au Conseil de sécurité pour l'informer des manquements constatés dans l'application des recommandations de la Commission à la date convenue (S/25078). Selon ce rapport, la Commission a recommandé le transfert de 26 officiers et la radiation des cadres de 76 autres. Les mesures prises par le gouvernement à cet égard, d'après la communication adressée au Secrétaire général en date du 1er janvier 1993, se résument comme suit :

a) 25 des 26 officiers ont été mutés et le vingt-sixième a été rayé des cadres;

b) 23 officiers ont été rayés des cadres;

c) 38 officiers ont été mis en disponibilité - en quelque sorte congé avec solde -; leur mise à la retraite devrait avoir lieu dans un délai maximum de six mois;

d) Un officier a été autorisé à rester en service actif jusqu'à son départ à la retraite le 1er mars 1993;

e) Sept officiers ont été désignés comme attachés militaires dans des ambassades;

f) Quant aux huit autres officiers, il a été annoncé que des dispositions les concernant seraient prises au cours de "la période de transition", c'est-à-dire durant le reste du mandat du Président de la République.

247. Après avoir analysé cet ensemble de décisions dans une perspective large, le Secrétaire général est arrivé à la conclusion que les dispositions relatives aux quatre premières catégories mentionnées donnent effectivement suite aux recommandations de la Commission ad hoc. Ce n'est pas le cas, en revanche, des mesures prises à propos "des 15 autres officiers qui ne sont donc pas conformes à l'Accord de paix". Le Secrétaire général a demandé au Président de la République d'adopter, dans les meilleurs délais, "des mesures pour régulariser la situation des 15 officiers à propos desquels on n'avait pas encore pleinement appliqué les recommandations" de la Commission.

248. Dans le rapport qu'il a adressé à l'Assemblée générale, l'expert indépendant avait précisé : "Seule la suite qui sera donnée concrètement et selon les modalités convenues à ses conclusions montrera que le processus de paix a introduit d'authentiques changements dans la société salvadorienne. A l'inverse, si les mesures prescrites ne sont pas intégralement traduites dans les faits, le scepticisme et la désillusion risquent fort de ternir l'espoir de voir l'armée réellement subordonnée aux autorités civiles et les accords de paix porter véritablement des fruits" (A/47/596, par. 200).

249. C'est effectivement ce qui s'est produit. Le fait que l'on n'ait pas accompli tout ce qui avait été convenu et, de plus, ce qui avait été ratifié devant le Secrétaire général laisse à penser que l'armée n'a pas encore perdu la fâcheuse habitude de vouloir imposer son point de vue aux autorités civiles, et que le changement structurel dont a besoin la société pour mettre sur pied un véritable cadre institutionnel propre à garantir pleinement les droits de l'homme n'a pas encore pu être mené à bien. On en relève les signes non seulement dans le fait que les objectifs visés par la Commission ad hoc n'aient pas été atteints, mais aussi durant tout le processus qui a précédé la décision du 1er janvier, marqué par les efforts faits par le gouvernement pour établir un certain nombre d'exceptions aux recommandations de la Commission. De son côté, le président Cristiani, au-delà de la date à laquelle il devait donner suite aux conclusions de la Commission, a critiqué l'attitude de cette dernière car, a-t-il estimé, les droits des officiers touchés n'avaient pas été dûment respectés. Le Ministère de la défense a indiqué, également publiquement, que la Commission s'était fondée sur des renseignements émanant d'organisations non gouvernementales mal disposées à l'égard des forces armées.

250. Le fait que l'épuration des forces armées ne se soit pas produite conformément aux accords de paix et aux propositions faites au Secrétaire général par le gouvernement est une question épineuse, qui dénote la difficulté de mettre en oeuvre la nouvelle conception des forces armées issue de la réforme constitutionnelle et montre que le processus se trouve toujours dans une phase délicate, qu'il n'est pas encore fermement en place et que sa stabilisation reste toujours sujette à des vicissitudes.

3. Autres commissions

251. L'expert indépendant manque encore d'éléments pour évaluer l'action menée par les autres commissions créées par les accords de paix. La Commission de la vérité, en accord avec les parties, présentera son rapport un peu après la date prévue pour que l'expert indépendant puisse communiquer le sien à la Commission des droits de l'homme. Il s'agit là, sans aucun doute, d'une question d'une importance considérable, qui porte sur des faits d'une gravité particulière pour la société et qui doit être traitée avec une rigueur extrême, tant en ce qui concerne la sereine acceptation des situations que la Commission de la vérité devra éclaircir que la mise en oeuvre ponctuelle de ses recommandations. Le Forum pour la concertation économique et sociale, quant à lui, n'est pas parvenu à aller au-delà de l'approbation de son règlement interne et de questions de procédure.

V. CONCLUSIONS

252. Les accords de paix sont le fruit d'un gigantesque effort fait par les parties pour arriver à une entente, effort traduisant la profonde aspiration du pays à la paix et à la justice. Par leur conception et leur contenu, les accords tendent non seulement à mettre un terme au conflit armé par la voie politique, mais aussi à entreprendre une oeuvre nationale de construction d'une société nouvelle plus démocratique et plus solidaire, où le respect absolu des droits de l'homme soit le ressort fondamental de l'action de l'Etat. Il ne s'agissait pas seulement de terminer une guerre, il fallait aussi en éliminer les causes. Une occasion extraordinaire de progrès

est ainsi offerte à la nation. Pour la saisir pleinement, il est impératif que la volonté qui a conduit les parties à s'entendre et la société salvadorienne à les encourager à poursuivre cet objectif se manifeste dans toute sa vigueur et se maintienne tout au long du processus d'exécution des accords.

A. Situation des droits de l'homme dans le pays

253. La cessation des hostilités élimine en soi une source importante d'atteintes à la dignité humaine et crée un cadre plus propice à la cohabitation et au respect réciproque des droits de chacun. En outre, un climat de paix doit permettre l'exercice normal des activités économiques et améliorer les perspectives de réalisation des droits économiques, sociaux et culturels.

254. Avec les accords de paix, El Salvador dispose en outre d'un modèle consensuel de société démocratique, vers lequel doivent tendre les changements décidés au cours des négociations. Ce modèle repose avant tout sur le respect et la garantie nécessaires des droits de l'homme de tous les Salvadoriens, ce qui ouvre aussi des perspectives positives.

255. Cependant, la fin du conflit ne suffit pas à instaurer automatiquement un climat de plein respect et de garantie totale des droits de l'homme, puisque l'on continue d'enregistrer, à des degrés moindres toutefois, des situations attentatoires à ces droits, et il est clair que les moyens dont dispose la société civile pour les combattre sont encore faibles.

256. On relève des signes positifs. Il ne semble pas qu'il y ait eu en 1992 un nombre appréciable d'atteintes à la vie sous forme d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, même si le nombre des homicides attribués à des inconnus ou à des délinquants de droit commun semble lui avoir augmenté considérablement. On n'a pas relevé non plus de disparitions forcées ou involontaires; si la torture et les autres traitements abusifs infligés aux détenus n'ont pas totalement disparu, le nombre des cas enregistrés atteste qu'il ne s'agit pas d'une politique systématique. Quant aux détentions arbitraires, elles sont restées monnaie courante en 1992, surtout dans le cas de bavures policières, mais à la fin de l'année, grâce à l'intervention de l'ONUSAL, on a pu percevoir les premiers signes de progrès.

257. Dans d'autres domaines, par contre, on a moins avancé. Comme il a déjà été souligné précédemment, les déficiences structurelles du système judiciaire donnent lieu à des violations du droit à un procès équitable et font obstacle à la garantie des droits de l'homme. Sur le plan structurel et compte tenu des déficiences signalées par le Secrétaire général au niveau de l'application des recommandations de la Commission ad hoc, on relève aussi ce que l'on pourrait considérer comme des signes de faiblesse dans la transition vers la nouvelle conception des forces armées issue des accords de paix, en particulier en ce qui concerne leur pleine subordination aux autorités civiles nées du régime constitutionnel démocratique. Le culte voué par le public à la violence n'est toujours pas maîtrisé non plus et les menaces anonymes contre les personnes et les institutions n'ont pas cessé. Les premiers effets des accords sur les droits économiques, sociaux et culturels conclus durant le processus de paix

se font à peine sentir. Il est impératif que l'on enregistre dans les meilleurs délais des progrès sensibles dans ce domaine si l'on veut assurer la justice et la stabilité sociale.

258. La situation actuelle du pays oscille donc entre deux extrêmes. Si l'on constate des progrès dans le respect des droits de l'homme, il est manifeste qu'ils prennent place dans un climat particulier, où l'on dénote des signes de fragilité et d'instabilité révélateurs du fait que l'on n'a pas encore atteint une situation pleinement stable où ces progrès peuvent s'établir de manière irréversible, en particulier pour la période qui suivra la fin du mandat de l'ONUSAL. Le doute subsiste quant à la subordination effective des forces armées aux autorités civiles compte tenu de ce qui s'est produit, comme on l'a vu, avec l'application des mesures d'épuration. L'application ponctuelle des recommandations de la Commission ad hoc devait permettre de mesurer la solidité du processus; le contraire s'étant produit, des inquiétudes planent à cet égard à présent. Le rapport de la Commission de la vérité et l'application de ses recommandations constitueront une autre épreuve analogue à laquelle vont à présent être soumises les deux parties. Leur mise en application attestera que la société a assimilé les changements décidés durant le processus de paix et qu'elle se prépare à s'affirmer en un nouvel état. L'inverse serait une nouvelle expression de découragement et de nouveaux doutes s'élèveraient au sujet de la future situation des droits de l'homme dans le pays.

B. Incidence de la mise en oeuvre des accords de paix
sur la jouissance effective des droits de l'homme

259. La mise en application des accords de paix suppose d'abord la création de moyens permettant de rendre effective l'obligation qui incombe à l'Etat salvadorien de respecter et garantir les droits de l'homme, ou le perfectionnement de ceux qui existent déjà. L'exécution des accords selon les termes convenus aura pour effet de doter cet Etat d'une structure plus apte à garantir la jouissance effective desdits droits et d'éliminer certaines des causes qui, dans le passé, ont été le plus souvent à l'origine de leur violation.

260. Le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme est appelé à remplir à l'avenir une fonction centrale dans la promotion et la défense de ces droits. La tâche consistant à lui fournir un appui et à le renforcer doit être prioritaire aussi bien au niveau de l'action interne que sur le plan de la coopération internationale.

261. La police nationale civile est un autre des piliers sur lesquels repose, dans les accords, l'espoir de voir progresser le respect et la garantie des droits de l'homme. Il s'agit d'une institution dont la conception est conforme à une véritable norme démocratique, c'est-à-dire d'un corps exclusivement civil, distinct des forces armées, dont la fonction première est de protéger et de garantir le libre exercice des droits et libertés des personnes. La PNC ne doit pas s'écarter de cette conception d'une police démocratique, moderne, intégrée à la société civile - au lieu d'être avec elle en situation d'affrontement.

262. Il apparaît que l'organisation initiale de ce nouveau corps s'écarte, sur certains points, des dispositions prévues dans les accords de paix. Outre le retard pris par rapport au calendrier d'exécution, l'évaluation des candidats issus de la police nationale n'a pas été entièrement conforme à ce qui était convenu; on n'a pas éliminé totalement non plus l'influence de l'armée dans le domaine policier.

263. Les réformes approuvées dans les accords de paix pour ce qui est du système judiciaire tendent à renforcer celui-ci afin d'accroître son autonomie et d'améliorer son efficacité, mise en question par le fait qu'il s'est montré incapable d'assurer les garanties d'une procédure régulière et de déterminer les responsabilités dans les cas de violations graves des droits de l'homme. Certaines de ces réformes ne manquent pas d'avoir un effet positif dans le sens souhaité, notamment la nouvelle organisation de la Cour suprême de justice et le nouveau mode d'élection de ses magistrats, à la majorité des deux tiers de l'Assemblée législative, comme dans le cas du Procureur général de la République, de l'Avocat général de la République et du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme. Il en est de même de l'affectation à l'Organe judiciaire d'une part du budget de l'Etat au moins égale à 6 % des recettes courantes.

264. La portée d'autres réformes, émanant des organes auxquels elles ont été renvoyées par les parties est encore incertaine. La nouvelle loi sur le Conseil national de la magistrature présente des contradictions, car si le Conseil est défini comme étant un organe indépendant, comme cela avait été convenu lors des accords de paix, ses membres s'exposent à la destitution par la Cour suprême de justice pour des motifs qui comprennent la "juste cause", ce qui ôte son sens véritable à l'indépendance proclamée de la magistrature. Cette contradiction qui pourrait être due à la hâte avec laquelle a été approuvée la loi doit être corrigée, comme le souhaite vivement l'expert indépendant. De même, la réforme de la loi sur la carrière judiciaire, officiellement approuvée avant le 15 décembre dernier, devrait faire l'objet d'un nouvel examen par l'Assemblée législative. Ces réformes ont une importance capitale si l'on veut que le système judiciaire dans son ensemble, et chaque juge en particulier, jouissent de l'indépendance qu'exige un Etat de droit.

265. Les réformes n'ont pas été suffisantes jusqu'à présent pour remédier à un vice structurel du système judiciaire salvadorien, qui est sa verticalité. La nomination et la révocation des juges ainsi que les autorisations et interdictions d'exercice de la profession d'avocat relèvent de la Cour suprême de justice. Cette structure verticale de l'administration de la justice nuit à la liberté d'esprit des juges et à l'indépendance des avocats.

266. La rénovation des forces armées qui résultera de l'application des accords de paix doit empêcher à l'avenir les violations des droits de l'homme. La réforme constitutionnelle ainsi que les accords auxquels les parties sont parvenues sur la doctrine des forces armées et le système de formation de son personnel mettent l'accent sur la subordination de cette institution au pouvoir civil, en vertu des principes qui caractérisent l'Etat de droit et de la primauté reconnue à la dignité de la personne humaine et au respect de ses droits. Cette réforme touche à un domaine extrêmement sensible

car elle suppose une adaptation rapide des forces armées au nouveau modèle de société démocratique établi par les accords. Ce rapport fait état de la préoccupation que cette question suscite à l'heure actuelle, car l'application des dispositions arrêtées dans ce domaine est décisive pour la crédibilité du processus.

C. Suite donnée aux recommandations antérieures

267. Le dernier rapport du Représentant spécial ne contenait que des recommandations adressées aux "pouvoirs constitutionnels salvadoriens", qui, pour l'essentiel, n'ont pas encore été mises à exécution.

268. L'ONUSAL a adressé la plupart de ses recommandations au gouvernement; d'une manière générale, elles sont restées sans suite. Cependant, l'expert indépendant a été informé que le Président de la République avait ordonné que leur application soit considérée comme prioritaire et que le gouvernement avait sollicité l'assistance de l'ONUSAL à cette fin. La Division des droits de l'homme prépare une analyse de chacune des recommandations formulées à l'intention du gouvernement afin que soient élaborées des propositions pour en assurer l'exécution et s'efforcera à l'avenir de formuler ses recommandations de telle sorte que les moyens à mettre en oeuvre pour leur mise en application ne fasse pas de doute. De son côté, le FMLN, qui avait reçu, avant la fin du conflit armé, diverses recommandations de l'ONUSAL en matière de droit international humanitaire, ne semble pas non plus en avoir vraiment tenu compte.

VI. RECOMMANDATIONS

269. Le gouvernement devrait tirer parti au maximum de la présence de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL dans le pays. Il s'agit là d'un déploiement qui n'a pas de précédent dans l'histoire de la protection internationale des droits de l'homme et qui réunit des spécialistes hautement qualifiés, qui peuvent lui prêter une assistance immédiate en vue de faire progresser de façon substantielle le respect et la garantie de ces droits.

270. Comme on vient de l'indiquer, l'ONUSAL a formulé un nombre important de recommandations sur des questions qui touchent directement au respect et à la garantie des droits de l'homme. La première chose qu'il sied à l'expert indépendant de recommander est, précisément, qu'il leur soit donné suite "aussi rapidement que possible", comme le demande l'Accord de San José relatif aux droits de l'homme 42/.

271. Il en va de même pour les recommandations des commissions issues des accords de paix, que les parties se sont expressément engagées à appliquer. En particulier, l'application des recommandations de la Commission ad hoc chargé de l'épuration de l'armée, qui n'ont pas encore été suivies d'effet, est fondamentale, dans la mesure où elle apportera la preuve d'une évolution certaine vers cette nouvelle conception de l'armée qui est définie dans le processus de paix. De même, le gouvernement et le FMLN doivent l'un et l'autre se préparer à respecter scrupuleusement, comme ils s'y sont engagés, les recommandations d'ordre juridique, politique ou administratif que la Commission de la vérité formulera, conformément à son mandat, dans le rapport final qu'elle présentera peu après la soumission du présent rapport.

272. L'expert indépendant tient également à réitérer sa préoccupation devant les faits signalés par le Secrétaire général dans son rapport du 29 janvier 1993 au Conseil de sécurité. Dans ce rapport, il est indiqué qu'à cette date, le FMLN n'avait pas encore procédé à la destruction totale et intégrale de son armement, comme il était tenu de le faire. L'expert indépendant se permet de recommander, avec toute l'insistance requise, que ces armes soient immédiatement détruites.

273. Le renforcement du Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme et l'appui à lui apporter devraient être des objectifs immédiats. Pour les atteindre, il est nécessaire de concentrer sur cette institution les ressources matérielles, techniques et humaines affectées par l'Etat à l'exécution des tâches qui lui incombent en vertu de la Constitution. Le Bureau doit, quant à lui, définir les problèmes auxquels il devra s'attaquer en priorité et dispose pour ce faire de l'Accord de San José et des recommandations de l'ONUSAL. Il lui faut, en ayant à l'esprit ses attributions constitutionnelles et l'expérience d'organismes analogues dans d'autres pays, définir ses lignes d'action au regard de la réalité salvadorienne, ainsi que ses relations avec les secteurs gouvernemental et non gouvernemental. La coopération internationale devrait fournir au Bureau du Procureur les moyens d'organiser à bref délai une ou plusieurs journées d'étude consacrées à ces questions, avec le concours d'experts en la matière. Il serait également utile que le Bureau puisse disposer en permanence, au moins pendant cette étape initiale, des conseils d'un de ces experts.

274. La PNC doit être constituée et se développer selon le modèle établi par les accords de paix et former un corps nouveau, doté d'une doctrine nouvelle, et distinct des forces armées. Il convient d'éviter scrupuleusement que des personnes provenant des forces armées ou des anciens corps de sécurité publique qui ont été dissous participent à la formation des membres de la PNC ou figurent parmi son personnel. En tant qu'entité compétente, sa Division des enquêtes criminelles doit être maintenue en activité sous la direction fonctionnelle du Procureur général de la République, pour enquêter sur les délits.

275. L'expert indépendant estime la séparation entre les fonctions administratives du système judiciaire et les fonctions proprement juridictionnelles salutaire et nécessaire pour garantir la pleine indépendance des juges et des avocats. Aussi est-il d'avis que le régime actuel de concentration verticale de ces fonctions au sein de la Cour suprême de justice devrait être l'objet d'une révision mûrement réfléchie. Il s'agit là d'une question délicate, qui met en jeu certaines dispositions de la Constitution et sur laquelle les Salvadoriens devront se pencher le jour où ils décideront, en toute souveraineté, de procéder à la révision de cette même Constitution.

276. En tout état de cause, il faudrait réviser le texte de la loi sur le Conseil national de la magistrature tel qu'il a été approuvé, afin que cette institution ait un statut conforme à celui d'organe indépendant que ladite loi lui confère et de manière à "... assurer son indépendance vis-à-vis des organes de l'Etat et des partis politiques", conformément à ce qui a été décidé au cours des négociations de paix.

277. Il faut également veiller à ce que la loi sur la carrière judiciaire qui sera finalement adoptée dispose que l'accès à cette carrière se fera,

conformément aux accords de paix, par des mécanismes comprenant le recrutement par concours et le passage par l'Ecole de formation judiciaire et garantissant l'objectivité de la sélection, l'égalité de chances entre les candidats et l'aptitude de ceux qui ont été retenus.

278. La situation des droits économiques, sociaux et culturels qui, pour la majorité des Salvadoriens, demeure lettre morte, doit retenir l'attention. A cet égard, la mise en oeuvre des accords de paix constitue un point de départ pour une action approfondie, qu'il s'agisse d'appliquer le programme économique et social convenu ou d'assurer le fonctionnement effectif du Forum économique et social, en tant que mécanisme propre à faciliter la concertation dans ce domaine.

279. Le processus de paix en El Salvador exige un soutien accru de la part de la communauté internationale dans le cadre du Plan de reconstruction nationale ou par tout autre moyen approprié. Quelles que soient les raisons et les motivations, la communauté internationale s'est montrée soucieuse de voir se dénouer le conflit armé en El Salvador. Désormais, ce souci devrait se doubler d'une volonté de contribuer à éliminer les causes profondes de ce conflit.

280. De même, la communauté internationale doit continuer de suivre de près la situation des droits de l'homme dans le pays. En effet, s'il est indéniable qu'il y a eu des progrès, il est encore trop tôt pour affirmer que la nouvelle situation a acquis un caractère stable et irréversible et que l'amélioration, dans le domaine des droits de l'homme, est considérable et définitive. Comme on l'a dit et répété, étant donné ce qui s'est passé avec les recommandations de la Commission ad hoc, on est en droit de se demander si les vieilles habitudes et pratiques de l'armée, qui consistent à faire bon marché des décisions des autorités civiles, sont véritablement dépassées. La structure du système judiciaire est encore très déficiente. Il reste à connaître le rapport de la Commission de la vérité et les réactions qu'il suscitera. En effet, à en juger par les antécédents signalés, il y a lieu d'accorder une attention particulière au sort qui sera réservé aux recommandations de la Commission. Dans ces conditions, il ne paraît guère prudent d'introduire des changements qui, d'une manière ou d'une autre, risquent d'amoindrir la vigilance que la communauté internationale exerce sur le processus de transition et le soutien qu'elle lui apporte; si l'on n'y prend pas garde, les progrès réalisés risquent d'être réduits à néant, en particulier une fois que le mandat de l'ONUSAL aura pris fin.

281. En résumé, des progrès solides, substantiels et irréversibles ne pourront être réalisés en matière de respect et de garantie des droits de l'homme que si le modèle de société défini lors des négociations de paix est mis en place. L'exécution des accords est non seulement une obligation qui engage l'honneur des parties, mais aussi la voie qui conduira à cette société. Le gouvernement et le FMLN sont arrivés à la table des négociations comme ennemis militaires et l'ont quittée en ayant accompli une oeuvre commune de dimension historique. L'un et l'autre doivent être les premiers intéressés à la préservation et à la promotion de cette oeuvre. A cet effet, ils doivent veiller non seulement à exécuter scrupuleusement ce qui a été convenu mais aussi à aborder avec l'esprit ouvert et de bonne foi les difficultés qui surgissent au cours du processus.

NOTES

1/ Toute réforme de la Constitution salvadorienne doit être approuvée par l'Assemblée législative et ratifiée par l'Assemblée élue pour la période suivante (art. 248).

2/ Sur certains points, l'Assemblée s'est écartée des accords. Il s'agit, notamment, de la composition du Tribunal suprême électoral et de l'inclusion d'une disposition relative à la composition du Conseil national de la magistrature, questions que les parties avaient décidé de renvoyer aux organes compétents (voir par. 147 à 174).

3/ Accord de paix signé à Chapultepec (A/46/864-S/23501, disposition finale).

4/ "... aux fins du présent accord politique, il faut entendre par 'droit de l'homme' les droits reconnus par le système juridique salvadorien, y compris dans les traités auxquels El Salvador est partie et dans les déclarations et principes relatifs aux droits de l'homme et au droit humanitaire adoptés par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains." (voir A/44/971-S/21541, annexe, préambule).

5/ Constitution de la République, art. 194.

6/ "Aux fins de la présente loi, il faut entendre par droits de l'homme les droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels et ceux de la troisième génération reconnus dans la Constitution, les lois et traités en vigueur, ainsi que dans les déclarations et principes adoptés par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains." (art. 2)

7/ Ibid., art. 10.

8/ Quatrième rapport du Directeur de la Division des droits de l'homme, (A/46/935-S/24066, annexe, par. 4).

9/ Constitution politique d'El Salvador, art. 194, ord. 10 et 11.

10/ Constitution de la République, art. 167-17.

11/ Ibid., art. 1.

12/ Accord de paix signé à Chapultepec (A/46/864-S/23501, sect. II, A et B).

13/ Ibid., (sect. II, 5, A).

14/ Ibid., (sect. II, 7, B).

15/ Ibid., (sect. II, 7, D).

16/ Ibid., (sect. IX, 3, 3.24).

NOTES (suite)

17/ Ibid., (sect. II, 7, D, b)).

18/ Voir A/46/955-S/24375 (par. 36 et suivants); A/46/935-S/24066 (par. 19 et suivants); A/46/876-S/23580 (par. 31 et 73 et suivants).

19/ Aux termes de la loi relative au Conseil national de la magistrature, aujourd'hui modifiée, le Conseil se composait de 10 membres, dont cinq magistrats de la Cour suprême elle-même, trois représentants de la Fédération des avocats et deux avocats élus par les facultés de droit des universités du pays.

20/ Une élection libre à l'Assemblée, même à la majorité des deux tiers, aboutirait presque inévitablement à des accords parlementaires de "répartition" des postes. Le système instauré par la loi qui vient d'être adoptée impose la participation au Conseil de personnalités d'origines diverses. Le système repose sur l'établissement d'une liste de candidats parmi lesquels l'Assemblée législative doit choisir : deux avocats sélectionnés sur deux listes restreintes dressées par la Cour suprême de justice; un juge de tribunal de seconde instance et un juge de tribunal de première instance, choisis parmi les six magistrats ayant la plus grande ancienneté à chacun de ces niveaux; trois avocats désignés par leurs pairs au scrutin direct, égalitaire et secret; un avocat enseignant proposé par l'Université d'El Salvador; deux avocats enseignants proposés par les universités privées; enfin, un membre du parquet choisi parmi les personnalités proposées par le Procureur général, l'Avocat général et le Procureur national pour la défense des droits de l'homme.

21/ Accord de paix signé à Chapultepec (A/46/864-S/23501, sect. VII, par. 2).

22/ Ibid., (sect. I, 5).

23/ Ibid., (sect. I, 2, C).

24/ Ibid., (sect. I, 3, partie liminaire).

25/ Ibid., (sect. I, 7, A).

26/ Ibid., (sect. I, 7, F).

27/ Ibid., (sect. I, 7, E).

28/ Ibid., (sect. I, 10, D, partie liminaire).

29/ Ibid., (annexe I).

30/ Ibid., (sect. I, 10, A et B).

31/ Ibid., (sect. I, 12, E).

NOTES (suite)

32/ Ibid., (sect. I, 10).

33/ Accords de Mexico : réforme des articles 208 et 209 de la Constitution; accord sur la réforme de la Constitution, B. Accord de paix signé à Chapultepec (A/46/864-S/23501, sect. IV).

34/ Accord de New York, VII. Accord de paix signé à Chapultepec (A/46/864-S/23501, sect. V).

35/ Accord de paix signé à Chapultepec (sect. VI).

36/ Ibid., (sect. V, 1).

37/ Ibid., (sect. V, 2, B).

38/ Ibid., (sect. V, 3, E).

39/ Accord de San José relatif aux droits de l'homme (A/44/971-S/21541, sect. II, par. 14 g)).

40/ Ibid., (sect. II, par. 15, d)).

41/ Accord de New York, I, 1.

42/ A/44/971-S/21541, sect. II, par. 15, d).
